

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtum Luxemburg.

Samedi, 3 décembre 1927.

Nº 66.

Samstag, 3. Dezember 1927.

Loi du 26 novembre 1927, concernant l'impôt général sur le revenu.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Avons ordonné et ordonnons:

Titre I^{er}. Personnes soumises à l'impôt général sur le revenu et à l'impôt complémentaire.

Art. 1^{er}. Sont soumises à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire toutes les personnes sans distinction de nationalité, résidant habituellement sur le territoire du Grand-Duché, pour l'ensemble de leurs revenus et de leurs biens, tant indigènes qu'étrangers non exemptés par une disposition spéciale de la présente loi.

Titre II. Revenus assujettis à l'impôt général sur le revenu.

Art. 2. Sont soumis à l'impôt général sur le revenu tous les revenus annuels généralement quelconques et notamment:

- 1^o les revenus des capitaux mobiliers;
- 2^o les revenus des propriétés bâties et des propriétés non-bâties;
- 3^o les bénéfices et gains nets qui sont le produit d'un commerce, d'un métier, d'une profession, d'une industrie, d'une exploitation agricole, forestière ou minière;
- 4^o le produit du travail de l'homme et autres revenus périodiques généralement quelconques qui ne sont pas compris sous les n^{os} 1 à 3.

Les recettes extraordinaires provenant d'héritages, de donations, d'assurances sur la vie, de ventes d'immeubles n'ayant pas le caractère d'actes de commerce ni de spéculation, et autres recettes

Gesetz vom 26. November 1927, betreffend die Einkommensteuer.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenversammlung;

Haben verordnet und verordnen:

Titel I. — Zur Einkommen- und Ergänzungssteuer steuerpflichtige Personen.

Art. 1. Der Einkommen- und Ergänzungssteuer unterliegen, ohne Unterschied der Staatsangehörigkeit, alle Personen, welche gewöhnlich im Großherzogtum wohnen, für den Gesamtbetrag ihrer inländischen und fremden Einkommen und Vermögensbestandteile, soweit sie nicht durch eine Spezialbestimmung gegenwärtigen Gesetzes befreit sind.

Titel II. — Steuerpflichtige Einkommen.

Art. 2. Der Einkommensteuer unterliegen alle jährlichen Einkommen und insbesondere:

1. das Einkommen aus Kapitalvermögen;
2. das Einkommen aus bebautem und unbebautem Eigentum;
3. die Gewinne und Reinerträge eines Handels, eines Handwerks, eines Gewerbes, einer Industrie, eines landwirtschaftlichen, forstwirtschaftlichen oder Bergbaubetriebes;
4. das Ergebnis der menschlichen Tätigkeit sowie andere periodische Einkünfte irgendwelcher Art, die nicht unter Nr. 1 bis 3 begriffen sind.

Außerordentliche Einnahmen aus Erbschaften, Schenkungen, Lebensversicherungen, aus dem nicht gewerbmäßig oder zu Spekulationszwecken unternommenen Verkauf von Grundstücken und ähnliche

analogues, ne comptent pas comme gain imposable, mais comme augmentation patrimoniale et n'entrent en ligne de compte, de même que les diminutions de fortune, que s'il en résulte une augmentation ou une diminution de revenus.

Des revenus de capitaux.

Art. 3. Sont considérés comme revenus de capitaux notamment:

1° les intérêts des créances hypothécaires ou chirographaires, des prêts de toute nature;

2° les rentes de capitaux placés à fonds perdus;

3° les intérêts des obligations émises par l'Etat, des Etats étrangers, des communes ou établissements publics, des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles;

4° les intérêts, dividendes et revenus d'actions, de parts d'intérêts, de participations de toute espèce dans les sociétés industrielles, financières, commerciales ou civiles, tant indigènes qu'étrangères, sauf ce qui est dit à l'art. 30.

Art. 4. Les revenus des capitaux mentionnés à l'art. 3 sont imposables d'après leur consistance pendant l'année du calendrier précédant immédiatement l'année de l'imposition. Lorsque le revenu est inconnu, il est évalué à raison de 5% l'an.

Les impôts étrangers payés pour les revenus de capitaux par voie de retenue sont déduits des revenus imposables dans le pays, lorsqu'ils sont déclarés par le propriétaire.

Les capitaux engagés dans l'industrie, le commerce etc., ne sont pas censés produire un revenu distinct des bénéfices, gains ou émoluments de toute nature résultant de l'exploitation ou de l'exercice de l'industrie, du commerce ou de la profession.

Les réserves mathématiques des compagnies d'assurances sur la vie déposées dans une caisse publique de l'Etat sont exemptes de l'impôt sur le revenu, de l'impôt complémentaire et de la surtaxe. L'impôt sur le coupon sera perçu conformément aux dispositions qui le régissent.

Art. 5. Les arrérages, intérêts et primes des obligations nominatives ou au porteur de l'Etat grand-ducal, de ce de des communes, des établisse-

Erwerbungen gelten nicht als steuerpflichtiges Einkommen, sondern als Vermehrung des Stammvermögens und kommen, ebenso wie Verminderungen des Stammvermögens, nur insofern in Betracht, als die Erträge des letzteren dadurch vermehrt oder vermindert werden.

Einkommen aus Kapitalien.

Art. 3. Als Einkommen aus Kapitalien gelten insbesondere:

1. Zinsen aus hypothekarisch gesicherten oder einfachen Kapitalforderungen, sowie aus Darlehen jedweder Art;

2. Leibrenten;

3. die Zinsen der Schuldverschreibungen des Großh. Staates, fremder Staaten, der Gemeinden oder öffentlichen Anstalten, der Gesellschaften, gemeinschaftlicher Unternehmungen oder Betriebe irgend welcher Art, sei es Finanz, Industrie, Handels oder Zivilunternehmungen;

4. Zinsen, Dividenden und Einnahmen aus Aktien, Anteilen oder Beteiligungen jedweder Art von in- oder ausländischen Industrie, Finanz, Handels oder Zivilgesellschaften, vorbehaltlich der Bestimmung des Art. 30.

Art. 4. Die in Art. 3 aufgeführten Einkommen aus Kapitalien sind nach ihrem Bestand während des dem Besteuerungsjahr unmittelbar vorhergehenden Kalenderjahres zu veranlagen. Falls das Einkommen unbekannt ist, wird es auf 5%, jährlich abgeschätzt.

Fremde Steuern, die im Abzugswege von Einkommen aus Kapitalien entrichtet werden, werden von dem im Lande zu versteuernden Einkommen abgesetzt, falls sie vom Eigentümer angegeben werden.

In Industrie und Handel angelegte Kapitalien haben kein besonderes vom Reingewinn, Ertrag oder von sonstigen Ergebnissen aus der Bewirtschaftung oder dem Betrieb der Industrie, des Handels oder des Gewerbes verschiedenes Einkommen.

Die in der Staatskasse hinterlegten mathematischen Reserven der Lebensversicherungsgesellschaften sind von der Einkommen-, Ergänzungs- und Absteuer befreit; die Kuponsteuer wird gemäß den Bestimmungen, die sie betreffen, erhoben.

Art. 5. Die Renten, Zinsen und Prämien der Nominal- oder Inhaber-Schuldverschreibungen des Großh. Staates, der Gemeinden, der öffentlichen

ments publics, des compagnies et sociétés financières, industrielles et civiles indigènes, sont assuettis à l'impôt du coupon, et celui-ci est avancé par le débiteur des intérêts, sauf recours par voie de retenue sur le paiement du coupon, quelle que soit la résidence du porteur.

L'impôt du coupon sur les emprunts émis par l'Etat à l'étranger sera régi par les conventions spéciales relatives à ces emprunts.

Des revenus fonciers.

Art. 6. Les revenus des propriétés bâties et des propriétés non-bâties comprennent les revenus de toutes les propriétés appartenant au contribuable ou représentant pour lui, en vertu d'un titre quelconque, une source de revenus.

Le revenu des propriétés affermées ou louées est représenté par les fermages ou loyers, y compris les prestations accessoires ou en nature incombant au fermier ou locataire.

Le revenu des propriétés bâties habitées ou autrement occupées par le propriétaire ou usufruitier est calculé d'après leur valeur locative, y compris celles des dépendances, parcs, jardins d'agrément y attenants; la valeur locative des propriétés bâties utilisées par le propriétaire dans l'intérêt de son exploitation agricole ou industrielle est comprise dans les revenus agricoles ou industriels.

Le bénéfice net retiré de l'exploitation des propriétés non affermées par le propriétaire constitue le revenu imposable. Sont compris dans les bénéfices de l'exploitation les gains et bénéfices de toutes les industries agricoles accessoires.

Les bénéfices des vignobles sont imposés d'après le résultat moyen des cinq derniers exercices connus antérieurs au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Pour le calcul des centimes additionnels communaux le viticulteur sera inscrit au rôle avec un impôt sur le revenu minimum de 0,50 fr. par are de vignoble.

Le revenu d'une exploitation agricole prise à bail est évalué comme celui d'une exploitation appartenant au contribuable, en ajoutant la valeur locative de l'habitation comprise dans le bail et en déduisant le fermage à charge du fermier.

Anstalten, der inländischen Finanz-, Industrie- oder Zivilgesellschaften unterliegen der Kuponsteuer, die vom Zinsenschuldner vorgeschossen wird, vorbehaltlich ihres Regresses vermittels Abzuges von den Kuponbeträgen gegen den Inhaber, wo dieser auch seinen Wohnsitz haben mag.

Die Kuponsteuer auf Anleihen des Staates im Ausland wird durch die Spezialabkommen über diese Anleihen geregelt.

Einkommen aus Grundeigentum.

Art. 6. Das Einkommen aus bebautem und unbebautem Grundbesitz umfaßt die Erträge sämtlicher Grundgüter, welche dem Steuerpflichtigen als Eigentum gehören, oder aus denen ihm infolge von Rechten irgendwelcher Art ein Einkommen zufließt.

Von Grundstücken, die verpachtet oder vermietet sind, ist der Pacht- oder Mietzins, unter Hinzurechnung der dem Pächter bezw. Mieter obliegenden Neben- oder Naturalleistungen, als Eigentum zu berechnen.

Für vom Eigentümer oder Nutznießer bewohnte oder sonst benutzte Gebäude ist das Einkommen nach dem Mietswerthe, zuzüglich desjenigen der Nebengebäude, Parkanlagen und Ziergärten, zu bemessen; der Mietswert der von dem Eigentümer zu seinem landwirtschaftlichen oder Gewerbebetrieb benutzten Gebäude wird in das Einkommen aus Landwirtschaft oder Gewerbe mit einbegriffen.

Der aus der Bewirtschaftung der nicht verpachteten Besitzungen erzielte Reingewinn gilt als steuerpflichtiges Einkommen und umfaßt die Vorteile und Gewinne sämtlicher landwirtschaftlichen Nebetriebe.

Der Reinertrag der Weinberge wird nach dem Durchschnittsergebnis der fünf letzten dem 1. Januar des Besteuerungsjahres unmittelbar vorangehenden Jahre veranlagt. Zur Berechnung der Gemeindefußschläge wird der Winzer mit einem Einkommensteuerbetrag von 0,50 Fr. pro Hektar Weinberg in die Steuerrolle eingetragen.

Der Ertrag des gepachteten Grundbesitzes wird nach den Grundsätzen, die für die Ermittlung des Ertrages der eigenen Grundstücke maßgebend sind, berechnet, unter Hinzurechnung des Mietswertes der im Pachtvertrage enthaltenen Wohnung und nach Abzug des von dem Pächter zu entrichtenden Pachtzinses.

Les revenus prévus au présent article sont imposables sur la base de ceux que le contribuable a retirés de ses biens pendant l'année précédant l'imposition.

Art. 7. Le produit net de la coupe dans les haies à écorce, les bois résineux et les bois feuillus est à considérer comme revenu imposable et à imposer conformément aux règles ci après

Le prix de vente d'un bois sur pied est à imposer dans le chef du propriétaire du sol, s'il s'est réservé la propriété du terrain.

Le produit net de la coupe est à imposer dans le chef du propriétaire qui l'exploite et sans qu'il puisse déduire le prix d'achat éventuel.

Peuvent être portés en déduction du produit brut de la coupe les frais d'abatage ainsi que 5% du produit brut pour tous autres frais accessoires quelconques.

Lorsqu'il s'agit de l'exploitation d'un bois résineux, le revenu net afférent fera l'objet d'une imposition distincte, sauf application éventuelle de l'alinéa 2 de l'art. 20.

Lorsqu'il s'agit de bois feuillus exploités à blanc estoc ou bien lorsque l'exploitation porte sur plus de 60% du matériel ligneux du bois, le contribuable pourra demander la fixation de la part représentant la réalisation du capital ligneux. A cet effet il présentera au contrôleur du ressort un mois au moins avant l'ouverture des travaux de la coupe une demande afférente. L'administration des Eaux et Forêts constatera, aux frais du contribuable, l'état du bois avant et après l'exploitation et fixera au vu des circonstances de situation et de sol le matériel ligneux strictement indispensable au point de vue forestier pour la conservation du bois. La part du produit de la coupe correspondant à ce matériel ligneux sera exemptée de l'impôt comme recette extraordinaire n'ayant pas le caractère d'un revenu.

L'alinéa qui précède n'est pas applicable à l'acquéreur d'un bois feuillu exploité avant l'écoulement d'une période de cinq années après l'acquisition. Cette disposition ne s'applique pas aux propriétés transmises entre parents et alliés en ligne directe.

Art. 8. Pour les contribuables ayant une comptabilité régulière le bénéfice sera calculé selon les

Die Veranlagung der in gegenwärtigem Artikel enthaltenen Einkommen erfolgt auf Grund der von dem Steuerpflichtigen im Vorjahre erzielten Gewinne.

Art. 7. Bei Abtrieben in Lohhecken, Nadel- oder Laubwäldungen gilt als steuerpflichtiges Einkommen der Nettoertrag, der gemäß nachstehenden Grund sätzen zu veranlagen ist.

Der erzielte Preis beim Verkauf von Holz auf dem Stamm ist auf den Namen des Eigentümers des Bodens zu versteuern, falls dieser sich das Eigentumsrecht des Bodens vorbehalten hat.

Der Nettoertrag der Holzung ist auf den Namen des Eigentümers, der die Nutzung vornimmt, zu veranlagen ohne Abzug, gegebenenfalls, des Anlauf preises.

Vom Bruttoergebnis des Holzschlages dürfen abgesetzt werden: Die Fällungskosten sowie 5% des Bruttoertrages für alle übrigen Kosten.

Der Reinertrag des Schlages eines Nadelwaldes wird getrennt veranlagt vorbehaltlich, gegebenenfalls, der Anwendung von Art. 20, Absatz 2.

Wird ein Laubwald vollständig abgelrieben oder trifft der Schlag mehr als 60% des Holzbestandes, so kann der Steuerpflichtige die Festsetzung des Betrages verlangen, der als Kaufschuß des Holzbestandes kapitalis gilt. Dieserhalb muß er spätestens einen Monat vor dem Beginn der Fällungsarbeiten ein diesbezügliches Gesuch an den Bezirkssteuerkontrolleur richten. Die Verwaltung der Forsten und Gewässer ermittelt, auf Kosten des Steuerpflichtigen, den Stand des Waldbestandes vor und nach der Holzung und fest, unter Berücksichtigung der Lage und der Bodenverhältnisse den Holzbestand fest, der in forst wirtschaftlicher Beziehung als unumgänglich notwendig ist zur Erhaltung des Waldes. Der Teil der Holzung, der diesem Holzbestandskapital entspricht, wird von der Steuer befreit als außergewöhnliche Einnahme, die nicht als Einkommen gilt.

Die vorhergehende Bestimmung ist nicht anwendbar auf den Erwerber eines Laubholzwaldes, der denselben innerhalb fünf Jahren nach dem Erwerb schlägt, es sei denn, daß es sich um Güter handelt die zwischen Verwandten und Verschwägerten in direkter Linie übertragen wurden.

Art. 8. Für Steuerpflichtige, die eine geordnete Buchführung führen, wird der Gewinn ermittelt

usages et d'après les règles à prescrire, par voie de règlement d'administration publique, pour l'établissement de l'inventaire et du bilan.

Pendant les cinq années qui suivront la mise en vigueur de la présente loi, les bénéfices et gains bruts ainsi que les frais généraux résultant de l'exploitation de propriétés agricoles, dont les exploitants ne peuvent produire de comptabilité régulièrement tenue, seront évalués avant le 1^{er} mars de chaque année par une commission consultative de douze membres composée en majorité de cultivateurs. Le mode de nomination des membres, la durée de leurs fonctions, leur remplacement et leurs jetons de présence seront arrêtés par règlement d'administration publique.

Les membres de cette commission prêteront le serment prévu à l'art. 43 de la présente loi entre les mains du Directeur général des finances ou de son délégué.

Pour évaluer le rendement net prévu à l'alinéa 1^{er} la commission prendra en considération notamment les éléments suivants:

La comptabilité de diverses exploitations-types similaires;

Pâture et la valeur du travail dans les diverses créées du pays;

le revenu cadastral.

Le directeur des contributions ou son délégué assistera aux délibérations de la commission avec voix consultative, et les observations du représentant de l'Administration seront consignées au procès verbal des délibérations de la commission. S'il y a accord entre la commission et l'Administration des contributions sur les bases d'évaluation à admettre dans les diverses régions et pour les divers modes de culture, ces bases serviront de point de départ pour l'évaluation des revenus nets individuels de chaque exploitation. S'il y a désaccord entre la commission consultative et l'Administration des contributions, les rapports de la commission et de l'Administration seront communiqués au Directeur général des finances qui fixera les bases générales avec indication de limites maxima et minima. A défaut de bases d'imposition générales pour chaque commune, le Directeur des contributions arrêtera ces dernières dans les

nach den Gepflogenheiten und Grundsätzen zur Aufstellung des Inventars und der Bilanz, die durch öffentliches Verwaltungsreglement vorzuschreiben sind.

Während der fünf auf die Inkraftsetzung gegenwärtigen Gesetzes folgenden Jahren, werden die Rohgewinne und Generalaufkosten der landwirtschaftlichen Betriebe, deren Besitzer keine geordnete Buchführung vorlegen können, vor dem 1. März eines jeden Jahres durch eine Beratungskommission von zwölf Mitgliedern, die sich in der Mehrzahl aus Landwirten zusammensetzt, bestimmt. Der Ernennungsmodus der Mitglieder, ihre Amtsdauer, ihre Vertretung sowie ihre Entschädigung werden durch öffentliches Verwaltungsreglement festgesetzt.

Die Mitglieder dieser Kommission leisten den durch Art. 43 gegenwärtigen Gesetzes vorgesehenen Eid in die Hände des General-Direktors der Finanzen oder seines Vertreters.

Zur Abschätzung des in Absatz 1 bestimmten Nettoertrages stellt die Kommission hauptsächlich nachstehende Faktoren in Rechnung:

die Buchführung verschiedener ähnlicher Betriebsformen;

den Pachtpreis und den Arbeitswert in den verschiedenen Gegenden des Landes;

den Katasterertrag.

Der Steuerdirektor oder sein Vertreter wohnt den Zusammenkünften der Kommission mit beratender Stimme bei, und die Bemerkungen des Vertreters der Verwaltung werden im Beratungsregister der Kommission aufgezeichnet. Besteht Einvernehmen zwischen der Kommission und der Steuerverwaltung über die in den verschiedenen Gegenden und für die verschiedenen Wirtschaftsformen anzuwendenden Abschätzungsgrundlagen, so dienen diese Grundlagen als Ausgangspunkt bei der Festsetzung der Nettoeinkommen der einzelnen Betriebe. Sind die Beratungskommission und die Steuerverwaltung nicht einig, so werden die Berichte der Kommission und der Verwaltung dem General-Direktor der Finanzen überwiesen, der die allgemeinen Grundlagen festsetzt und die Maximal- und Minimalgrenzen bestimmt. Fehlen allgemeine Besteuerungsrichtlinien für jede Gemeinde, so werden diese vom Steuerdirektor in den Grenzen der allgemeinen

limites des bases d'évaluation générales de façon à maintenir la proportionnalité de la charge d'impôt avec la force contributive des diverses communes.

Revenus résultant d'un commerce, d'une industrie ou d'une exploitation minière.

Art. 9. Le bénéfice d'une profession, d'un commerce, d'une industrie ou d'une exploitation agricole, forestière, minière ou autre, forme le revenu imposable.

Pour les contribuables ayant une comptabilité commerciale en due forme, le bénéfice sera calculé d'après les règles prescrites pour l'établissement de l'inventaire et du bilan et selon les usages commerciaux; à défaut de comptabilité probante ou à défaut de continuité dans l'inventaire et le bilan, les bénéfices et gains sont évalués par les taxateurs.

Le bénéfice net qu'un commerçant retire de la cession de son fonds de commerce est assujéti à l'impôt.

Les bénéfices résultant d'actes isolés, ayant le caractère d'actes de spéculation, ainsi que le bénéfice résultant de participation à des opérations pareilles, sont à calculer d'après les bases servant à la détermination des revenus provenant d'un commerce ou d'une industrie, même si les bénéficiaires de ces revenus ne sont pas à considérer comme des commerçants ou industriels proprement dits.

Art. 10. Les revenus prévus à l'art. 9 sont imposables sur leur montant net, soit à raison de leur montant brut diminué des seules dépenses professionnelles faites en vue d'acquérir et de conserver ces revenus.

Sont notamment considérés comme charges professionnelles:

1° les intérêts des capitaux empruntés à des tiers et engagés dans l'exploitation indigène et toutes charges, rentes ou redevances analogues relatives à celle-ci;

2° les salaires des employés et des ouvriers au service de l'exploitant ainsi que les prestations qui sont à considérer comme une partie du salaire ou une charge du patron. Les enfants et descendants âgés de plus de 16 ans seront compris dans le personnel salarié de l'exploitation pour autant qu'ils remplacent effectivement et utilement de la main-d'œuvre étrangère salariée.

Grundlagen in der Weise bestimmt, daß das Verhältnis in der Verteilung der Steuerlast der Leistungsfähigkeit der einzelnen Gemeinden entspricht.

Einkommen aus Handel, Gewerbe oder Bergbau.

Art. 9. Der Gewinn aus Beruf, Handel, Gewerbe, aus land- oder forstwirtschaftlichem Betrieb, aus Bergbau oder aus andern Unternehmen, stellt das besteuerbare Einkommen dar.

Für Steuerpflichtige, die eine regelrechte Buchführung haben, erfolgt die Ermittlung des Gewinnes nach den Regeln der Inventur und Bilanz und den Gebräuchen einer ordentlichen Geschäftsführung; mangels einer beweiskräftigen Buchführung oder mangels ununterbrochener Inventuren und Bilanzen wird der Gewinn durch die Taxatoren abgemessen.

Der Reingewinn, der einem Handelsmann aus der Übertragung seines Geschäftsfonds zufällt, ist steuerpflichtig.

Der Gewinn aus einzelnen Geschäften, die zu Spekulationszwecken unternommen werden, sowie der Gewinn aus der Beteiligung an solchen Geschäften, ist nach den Regeln, die zur Bestimmung des Ertrages aus Handel und Gewerbe dienen, festzusetzen selbst wenn der Steuerpflichtige, dem diese Einkommen zufließen, nicht als eigentlicher Kaufmann oder Gewerbetreibende gilt.

Art. 10. Die durch Art. 9 betroffenen Einkommen sind mit ihrem Nettobetrag zu versteuern, d. h. mit ihrem Bruttobetrag nach Abzug der Werbungskosten, die zur Erwerbung und Sicherung der Einkommen dienen.

Als Werbungskosten gelten insbesondere:

1. Zinsen für die von dritten Personen geliehenen Kapitalken, die in dem inländischen Betrieb angelegt sind, sowie jedwede Lasten, Renten und ähnliche Abgaben, die sich auf diesen Betrieb beziehen;

2. die Besoldung der Beamten und Arbeiter, die im Dienste des Betriebes stehen, sowie die Leistungen, die als Besoldungsteil oder als Last des Arbeitgebers gelten. Die Kinder und Descendenten von mehr als 16 Jahren werden dem entlohnten Personal des Betriebes zugerechnet, soweit sie wirklich und in nützlicher Weise fremde bezahlte Dienstleistung ersetzen.

Il en est de même des associés en nom collectif ou en commandite simple ainsi que des copropriétaires des exploitations collectives et associations de fait, mais seulement dans les cas où il est établi que l'associé ou le copropriétaire touche en réalité un traitement ou salaire normal à charge de la société, de l'association ou de l'exploitation collective;

3° les frais généraux résultant de l'entretien, chauffage, éclairage etc. des immeubles ou du matériel affectés à l'exercice de la profession;

4° les amortissements nécessaires du matériel et des objets mobiliers servant à l'exercice de la profession, pour autant que les amortissements correspondent à une dépréciation réellement survenue pendant la période à laquelle se réfèrent les bénéfices imposables.

Ne peuvent pas être portés en déduction des bénéfices bruts:

1° les dépenses faites pour l'augmentation du capital mobilier ou immobilier, pour l'amélioration d'un terrain, l'extension d'une entreprise, l'amortissement des dettes, la constitution d'un fonds de réserve et les autres dépenses analogues, les retenues pour pension, cotisations, primes d'assurance-vie de l'entrepreneur etc.;

2° les dépenses de logement et d'entretien ainsi que toutes autres dépenses domestiques du contribuable et de sa famille; la valeur des produits et marchandises provenant de son exploitation agricole, industrielle et commerciale, qui sont utilisés pour les besoins du ménage;

3° la valeur du travail du contribuable et des membres de sa famille, à l'exception du salaire déductible conformément à l'al. 2 n° 2 du présent article;

4° les impôts payés à l'Etat luxembourgeois et à la commune.

Lorsqu'un revenu commercial comprend des revenus d'obligations indigènes assujettis à l'impôt du coupon, l'impôt sur le revenu sera établi sur la totalité du revenu net et cet impôt sera diminué de l'impôt sur le coupon perçu.

Art. 11. Les gains et bénéfices imposables sont évalués sur la base de ceux que le contribuable a faits ou encaissés pendant l'année précédant l'imposition.

Dasselbe gilt für Teilhaber an einer offenen Handelsgesellschaft oder an einer einfachen Kommanditgesellschaft sowie für Miteigentümer an gemeinschaftlichen Betrieben oder Erwerbsgemeinschaften, aber nur wenn feststeht, daß der Gesellschafter oder Beteiligte tatsächlich ein normales Gehalt oder einen normalen Lohn bezieht, der zu Lasten der Gesellschaft, der Vereinigung oder der Gemeinschaft ist;

3. die allgemeinen Antkosten für den Unterhalt, die Heizung, die Beleuchtung usw. der zum Betriebe dienenden Grundgüter und Einrichtungen;

4. die notwendigen Abschreibungen der Betriebsgegenstände und des Wirtschaftsmobiliars, soweit sie einer Wertverminderung entsprechen, die tatsächlich während der Zeitdauer entstanden ist, auf die sich die besteuerebaren Einkommen beziehen.

Vom Bruttoertrag dürfen nicht abgesetzt werden:

1. die Ausgaben für die Erweiterung des Mobiliar- und Immobilienvermögens, die Verbesserung des Geländes, die Ausdehnung des Betriebes, die Abtragung von Schulden, die Bildung eines Reservefonds und ähnliche Aufwendungen, die Pensionsabzüge, Beiträge, Versicherungsprämien des Unternehmers usw.;

2. die Wohnungs- und Unterhaltskosten sowie jedwede andere Ausgaben für den Haushalt des Steuerpflichtigen und seiner Familie; der Wert der aus der Landwirtschaft, dem Handels- und Gewerbebetrieb entnommenen Produkte und Waren, die in dem Haushalt verwendet werden;

3. der Arbeitslohn des Steuerpflichtigen und der Familienmitglieder, mit Ausnahme des gemäß Absatz 2, Nr. 2 gegenwärtigen Artikels abzugsfähigen Lohnes;

4. die an den luxemburgischen Staat und an die Gemeinde entrichteten Steuern.

Begreift das Einkommen aus Handel Einkommen aus inländischen Schuldverschreibungen, die der Kuponsteuer unterliegen, so wird die Einkommensteuer auf Grund des Gesamtbetrages des Nettoeinkommens festgesetzt; von diesem Steuerbetrag wird die erhobene Kuponsteuer abgesetzt.

Art. 11. Die steuerbaren Reinerträge und Gewinne werden nach den im Jahre vor der Besteuerung erzielten oder vereinnahmten Erträgen eingeschätzt.

Les bénéfices des sociétés sont imposés d'après le résultat du dernier bilan connu au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition. S'il n'existe aucun bilan, le revenu imposable sera fixé par évaluation des bénéfices éventuels.

Si le contribuable cesse d'exercer le commerce ou l'industrie, le droit de l'Etat à l'imposition ne se trouve pas épuisé, mais se régleme d'après la continuité des bilans clos ou à clôturer jusqu'à la cessation définitive de l'exploitation commerciale ou industrielle.

Revenus provenant d'occupations salariées ou de professions libérales.

Art. 12. Le revenu provenant du travail de l'homme comprend les traitements, indemnités et émoluments de toute espèce des fonctionnaires et employés, le casuel des ecclésiastiques, la solde des militaires, le salaire des ouvriers, des domestiques et des employés de commerce et de l'industrie, les tantièmes, le gain résultant d'une profession libérale, de l'activité littéraire, artistique et scientifique, de l'enseignement et de l'éducation; les traitements d'attente, les pensions et autres recettes courantes qui ne sont pas à considérer comme revenus annuels d'une fortune mobilière ou immobilière, les rentes viagères.

La valeur de l'entretien ou d'une habitation gratuite est fixée par évaluation.

La restitution de frais de déplacements ou d'avances faites par l'Etat pour l'acquisition d'outils ou de matières nécessaires à l'exercice de la profession n'est pas à considérer comme un salaire.

Les revenus prévus au présent article sont imposés sur la base de ceux encaissés pendant l'année précédant l'imposition sans que la cessation des fonctions, emplois ou professions puisse entraîner une modération de l'impôt, tant que les revenus afférents n'ont été atteints par l'impôt, sauf application de l'art. 62 de la présente loi.

Déductions.

Art. 13. Sont déductibles du total des revenus nets imposables:

1° les intérêts ou arrérages non déduits payés du chef de toutes les dettes passives de quelque nature qu'elles soient, à moins que ces intérêts

Die Gewinne der Gesellschaften werden nach dem Ergebnis der letzten vor dem 1. Januar des Besteuerungsjahres belagerten Bilanz veranlagt. Besteht keine Bilanz, so wird das besteuerebare Einkommen durch Abschätzung der eventuellen Gewinne festgesetzt.

Hat der Steuerpflichtige aufgehört den Handel oder das Gewerbe zu betreiben, so ist das Besteuerungsrecht des Staates noch nicht erschöpft, sondern es richtet sich nach der Reihenfolge der abgeschlossenen oder bis zur Einstellung des Geschäftes oder des Betriebes noch abzuschließenden Bilanzen.

Einkommen aus besoldeter Dienstleistung oder aus freien Berufen.

Art. 12. Das Einkommen, das aus der menschlichen Tätigkeit herrührt, begreift die Gehälter, Entschädigungen und Bezüge jedweder Art der Beamten und Angestellten, die Kasualien der Geistlichen, den Sold der Militärpersonen, den Lohn der Arbeiter, Dienstboten, der Angestellten in Handel und Gewerbe, die Tantiemen, der Gewinn aus freiem Beruf, der schriftstellerischen, künstlerischen und wissenschaftlichen Betätigung, aus unterrichtender und erziehender Tätigkeit; Wartegelder, Pensionen und andere laufende Einnahmen, die nicht als Jahreseinkommen aus Mobilien und Immobilienvermögen anzusehen sind, sowie die Leibrenten.

Der Wert des Unterhaltes oder der Dienstwohnung wird durch Abschätzung festgesetzt.

Die Rückerstattung der Reisegelder sowie der Vorschüsse der Arbeiter zur Anschaffung von Handwerkszeug und der zur Ausübung der Tätigkeit notwendigen Materialien gilt nicht als Arbeitslohn.

Die in gegenwärtigem Artikel erwähnten Einkommen werden veranlagt auf Grund der im Vorjahre der Besteuerung vereinnahmten Bezüge ohne daß die Aufgabe des Amtes, der Anstellung oder der Betätigung eine Steuerermäßigung nach sich ziehen konnte, solange die betreffenden Einkommen nicht der Steuer unterworfen wurden, vorbehaltlich der Anwendung von Art. 62 gegenwärtigen Gesetzes.

A b z u g e.

Art. 13. Vom besteuerebaren Meinkommen dürfen abgezogen werden:

1. noch nicht abgezogene Zinsen und Renten für alle Passiva jedweder Art, soweit dieselben nicht in wirtschaftlicher Beziehung zu Einnahmequellen stehen,

ou arrérages ne se rattachent à des revenus non soumis au présent impôt comme provenant d'une source sise en pays étranger;

2° les rentes viagères servies aux ascendants du débiteur en vertu d'un titre, de même que les rentes servies à titre de dot aux descendants par les ascendants, dès que ces rentes sont imposées à leur tour dans le Grand-Duché.

Si le débiteur de ces rentes et resp. des intérêts et arrérages visés ci-dessus sub 2 jouit à la fois de revenus provenant de l'étranger ou du Grand-Duché, une déduction proportionnelle à ces deux espèces de revenus lui sera faite.

Titre III. — De l'impôt complémentaire.

Art. 14. Simultanément avec l'impôt général sur le revenu, il sera perçu un impôt complémentaire sur le capital, auquel les contribuables seront soumis du chef de tous les éléments de leur fortune au 1^{er} janvier de chaque année d'imposition.

Sont soumis à l'impôt complémentaire notamment:

1° les immeubles indigènes avec leurs accessoires, les mines, minières, carrières, concessions minières, les droits d'usufruit, d'usage, d'habitation qui représentent une valeur appréciable en argent;

2° le capital engagé dans le commerce ou l'industrie, dans les exploitations agricoles, forestières et minières;

3° les capitaux et valeurs mobilières proprement dites de toutes espèces, les créances, les actions et les obligations étrangères, les parts d'intérêts et les participations étrangères, les billets, les métaux précieux, la valeur de rachat des assurances-vie payables en cas de mort ou de survie et la valeur de rachat des rentes, des rentes à fonds perdus, des rentes viagères payables en argent et en nature.

Le capital est imposé, déduction faite des dettes et de la valeur de rachat des prestations passives appréciables en argent, à moins que ces dettes ne se rattachent à des biens non soumis à l'impôt complémentaire comme étant situés en pays étranger.

Art. 15. La valeur des biens assujettis à l'impôt complémentaire est déterminée de la façon suivante:

1° l'estimation de la valeur des biens prévus à l'article précédent al. 2 n° 1 à 2 est faite d'après la valeur vénale équitablement appréciée;

welche als im Auslande sich befindend der gegenwärtigen Steuer nicht unterliegen;

2. die Leibrenten, welche auf Grund eines Rechtstitels den Ascendenten des Schuldners, sowie diejenigen, welche den Descendenten durch die Ascendenten als Mitgift gezahlt werden, sobald diese Rente ihrerseits im Großherzogtum besteuert sind.

Wenn der Schuldner dieser Renten bezw. der Zinsen und Renten unter 2. gleichzeitig ein Einkommen besitzt, das aus dem Auslande oder dem Großherzogtum herrührt, so wird ihm ein diesen beiden Einkommen entsprechender Abzug gemacht.

Titel III. — Die Ergänzungssteuer.

Art. 14. Zugleich mit der Einkommensteuer wird eine Ergänzungssteuer auf das Kapital erhoben, welcher die Steuerpflichtigen für alle Bestandteile ihres Vermögens am 1. Januar eines jeden Besteuerungsjahres unterliegen.

Zur Ergänzungssteuer sind zu veranlagten insbesondere:

1. inländische Grundgüter nebst allem Zubehör, Bergwerke, Erz- und Steingruben, Minenkonzessionen, Nießbrauchs-, Nutzungs- und Wohnrechte, die einen in Geld schätzbaren Wert darstellen;

2. das in Handel und Gewerbe, in Landwirtschafts-, Forst- und Minenbetrieben angelegte Kapital;

3. die Kapitalien und eigentlichen Mobilienwerte jedweder Art, Kapitalforderungen und ausländische Schuldverschreibungen, ausländische Anteile und Beteiligungen, Noten, kostbare Metalle, der Rückkaufswert der für Tod oder Überleben abgeschlossenen Lebensversicherungen, der Rückkaufswert der Renten jeder Art, der in Geld oder Naturalwert bezogenen Leibrenten.

Das Kapital ist zu veranlagten nach Abzug der Schulden und des in Geld abgeschätzten Wertes der Leistungen, es sei denn, daß diese Schulden wirklichlich in Beziehung zu Vermögensteilen stehen, welche der Ergänzungssteuer nicht unterworfen sind, weil sie im Auslande liegen.

Art. 15. Die der Ergänzungssteuer unterworfenen Vermögensteile werden folgendermaßen bewertet:

1. die in vorhergehendem Artikel Absatz 2, Nr. 1 und 2 erwähnten Vermögen nach dem in angemessener Weise abgeschätzten Verkaufswerte;

2° l'argent comptant et les billets de banque reçus dans les caisses publiques sont évalués à leur valeur nominale;

3° les titres cotés à la bourse sont évalués à leur cours au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, les autres titres à leur valeur réelle à la même date;

4° toutes autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, à moins qu'il ne s'agisse de créances véreuses ou irrécouvrables qui n'entrent en ligne de compte que pour leur valeur réelle.

Art. 16. La valeur en capital des prestations annuelles est déterminée de la façon suivante:

1° si la prestation est perpétuellement exigible, la valeur en capital est de 25 fois la prestation annuelle;

2° la valeur en capital des prestations viagères est évaluée d'après l'âge de la personne au décès de laquelle la rente devra s'éteindre, en multipliant l'annuité:

1° par 18, si cette personne a 15 ans ou moins;

2° par 17, si cette personne a plus de 15 et moins de 25 ans;

3° par 16, si cette personne a plus de 25 et moins de 35 ans;

4° par 14, si cette personne a plus de 35 et moins de 45 ans;

5° par 12, si cette personne a plus de 45 et moins de 55 ans;

6° par 8½, si cette personne a plus de 55 et moins de 65 ans;

7° par 5, si cette personne a plus de 65 et moins de 75 ans;

8° par 3, si cette personne a plus de 75 et moins de 80 ans.

Si les prestations sont faites au profit de deux personnes de telle sorte qu'elles doivent cesser au moment du décès du premier mourant, la valeur en capital sera déterminée par rapport à l'âge de la personne la plus âgée; si les prestations ne doivent cesser qu'au décès du dernier mourant, l'évaluation se fera par rapport à l'âge du plus jeune des bénéficiaires.

Si la durée ne peut être déterminée au moyen des règles qui précèdent, la valeur en capital est de 12½ fois la prestation annuelle.

Art. 17. La valeur en capital des droits découlant d'une assurance-vie (capital ou rente), est évaluée

2. bares Geld und Banknoten, die in öffentlichen Kassen angenommen werden, nach ihrem Nennwerte;

3. Wertpapiere, welche einen Vorkurs haben, mit letzterem am 1. Januar des Steuerjahres, die übrigen Wertpapiere mit ihrem Verkaufswerte an demselben Datum;

4. alle anderen Guthaben mit ihrem Nennwerte, soweit es sich nicht um zweifelhafte oder unbeitreibliche Forderungen handelt, welche nur zu ihrem wirklichen Werte veranschlagt werden.

Art. 16. Der Kapitalwert jährlicher Leistungen wird folgendermaßen ermittelt:

1. bei immerwährenden Rungen wird das 25-fache des einjährigen Betrages als Kapitalwert angenommen;

2. bei lebenslanglichen Leistungen wird der Kapitalwert nach dem Alter der Person, bei deren Tode das Recht erlischt, ermittelt, in dem man die einjährige Leistung multipliziert:

1) mit 18, bei einem Lebensalter derselben von 15 Jahren oder weniger;

2) mit 17, bei einem Lebensalter derselben von mehr als 15, bis weniger als 25 Jahren;

3) mit 16, bei einem Lebensalter derselben von mehr als 25 bis weniger als 35 Jahren;

4) mit 14, bei einem Lebensalter derselben von mehr als 35 bis weniger als 45 Jahren;

5) mit 12, bei einem Lebensalter derselben von mehr als 45 bis weniger als 55 Jahren;

6) mit 8½, bei einem Lebensalter derselben von mehr als 55 bis weniger als 65 Jahren;

7. mit 5, bei einem Lebensalter derselben von mehr als 65 bis weniger als 75 Jahren;

8) mit 3, bei einem Lebensalter derselben von mehr als 75 bis weniger als 80 Jahren.

Bei Leistungen zu Gunsten von zwei Personen, so zwar daß beim Tode der zuerst versterbenden das Recht erlischt, ist für die Wertermittlung das Lebensalter der ältesten Person maßgebend; wenn das Bezugsrecht bis zum Tode der letztversterbenden Person fort dauert, erfolgt die Berechnung nach dem Lebensalter der jüngsten Person.

Kann die Dauer nicht mit Hilfe obiger Regeln bestimmt werden, so wird das 12½ fache des einjährigen Betrages als Kapitalwert angenommen.

Art. 17. Der Kapitalwert von Rechten aus einer Lebensversicherung (Kapital- oder Rentenverfiche-

à deux tiers du total des primes ou du capital versé, à moins que l'ayant droit ne prouve la valeur de rachat de l'assurance.

Art. 18. Tous les autres droits ou charges subordonnés à une condition suspensive ne sont pas pris en considération. Les droits et charges subordonnés à une condition résolutoire non accomplie sont à considérer comme non-conditionnels. Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux événements futurs dont la date de réalisation est incertaine.

Art. 19. Les sociétés industrielles, commerciales, financières ou civiles sont imposées à l'impôt complémentaire du chef de la valeur en capital de leurs actions ou parts d'intérêts.

Les sociétés luxembourgeoises qui exploitent des entreprises à l'étranger, à l'égard desquelles elles ne sont pas assujetties à l'impôt sur le revenu, resp. les sociétés étrangères qui exploitent des entreprises luxembourgeoises, sont imposées conformément à l'alinéa précédent à défaut d'autres données plus précises, au prorata de leurs revenus imposables à l'impôt sur le revenu.

Art. 20. Le taux de l'impôt sur le revenu est fixé à :

- ½% pour la tranche de revenu imposable ne dépassant pas 4.000 fr.;
- 1% pour la tranche de revenu imposable dépassant 4.000 fr. sans dépasser 8.000 fr.;
- 2% pour la tranche de revenu imposable dépassant 8.000 fr. sans dépasser 12.000 fr.;
- 3% pour la tranche de revenu imposable dépassant 12.000 fr. sans dépasser 15.000 fr.;
- 4% pour la tranche de revenu imposable dépassant 15.000 fr. sans dépasser 30.000 fr.;
- 4½% pour la tranche de revenu imposable dépassant 30.000 fr. sans dépasser 40.000 fr.;
- 5% pour la tranche de revenu imposable dépassant 40.000 fr. sans dépasser 70.000 fr.;
- 5½% pour la tranche de revenu imposable dépassant 70.000 fr. sans dépasser 100.000 fr.;
- 6% pour la tranche de revenu imposable dépassant 100.000 fr. sans dépasser 150.000 fr.;
- 6½% pour la tranche de revenu imposable dépassant 150.000 fr. sans dépasser 200.000 fr.;
- 7% pour la tranche de revenu imposable dépassant 200.000 fr. sans dépasser 300.000 fr.;

lung) wird auf zwei Drittel des Gesamtbetrages der eingezahlten Prämien oder des eingezahlten Kapitals abgeschätzt, es sei denn, daß der Versicherte den Rückkaufswert der Versicherung nachweist.

Art. 18. Alle andern Rechte und Leistungen, an die eine aufschiebende Bedingung geknüpft ist, bleiben außer Betracht. Rechte und Lasten an die eine noch nicht eingetretene auflösende Bedingung geknüpft ist, werden als unbedingte angesehen. Vorstehende Bestimmungen sind auch anwendbar auf künftige Ereignisse, deren Zeitpunkt des Eintritts ungewiß ist.

Art. 19. Die Industrie-, Handels-, Finanz- oder Zivilgesellschaften unterliegen der Ergänzungssteuer für den Kapitalwert ihrer Aktien oder Zinsenanteile.

Luxemburgische Gesellschaften, welche im Auslande Unternehmen betreiben, für welche sie der Einkommensteuer nicht unterliegen, bezw. ausländische Gesellschaften, welche luxemburgische Unternehmen betreiben, werden gemäß vorstehendem Absatz mangels anderer genauerer Unterlagen, im Verhältnis ihrer der Einkommensteuer unterliegenden Einkommen besteuert.

Art. 20. Der Einkommensteuersatz ist festgesetzt wie folgt :

- ½% für die besteuerebare Einkommenstufe bis 4.000 Fr. einschließlich;
- 1% für die besteuerebare Einkommenstufe von 4.000 bis 8.000 Fr. einschließlich;
- 2% für die besteuerebare Einkommenstufe von 8.000 bis 12.000 Fr. einschließlich;
- 3% für die besteuerebare Einkommenstufe von 12.000 bis 15.000 Fr. einschließlich;
- 4% für die besteuerebare Einkommenstufe von 15.000 bis 30.000 Fr. einschließlich;
- 4½% für die besteuerebare Einkommenstufe von 30.000 bis 40.000 Fr. einschließlich;
- 5% für die besteuerebare Einkommenstufe von 40.000 bis 70.000 Fr. einschließlich;
- 5½% für die besteuerebare Einkommenstufe von 70.000 bis 100.000 Fr. einschließlich;
- 6% für die besteuerebare Einkommenstufe von 100.000 bis 150.000 Fr. einschließlich;
- 6½% für die besteuerebare Einkommenstufe von 150.000 bis 200.000 Fr. einschließlich;
- 7% für die besteuerebare Einkommenstufe von 200.000 bis 300.000 Fr. einschließlich;

8% pour la tranche de revenu imposable dépassant 300.000 fr. sans dépasser 450.000 fr.;

9% pour la tranche de revenu imposable dépassant 450.000 fr. sans dépasser 600.000 fr.;

9½% pour la tranche de revenu imposable dépassant 600.000 fr. sans dépasser 750.000 fr.;

10% pour la tranche de revenu imposable dépassant 750.000 fr.

Si le contribuable possède des revenus non imposables dans le Grand-Duché ou des revenus non imposables directement dans son chef (revenus d'actions, d'obligations indigènes, revenus fonciers étrangers), il n'est soumis à l'impôt qu'à raison de ses autres revenus, au taux assigné par le barème qui précède, de façon que les revenus non imposables dans le pays ou dans son chef sont censés compris dans les tranches imposables aux taux les plus réduits.

Art. 21. L'impôt du coupon sera perçu, l'impôt complémentaire compris, au taux de 2% pour les titres indigènes de l'Etat et des communes, au taux de 3,5% pour les autres titres rapportant 4% d'intérêts ou moins, et au taux de 4% pour ceux dont le revenu dépasse 4% d'intérêts.

Lorsque le revenu total du contribuable qui possède des revenus d'obligations assujetties à l'impôt du coupon excède 10.000 fr., l'impôt du coupon est intégralement passible des impositions communales; lorsque le revenu total du contribuable est supérieur à 5.000 fr. sans excéder 10.000 fr., l'impôt du coupon n'est assujetti aux impositions communales que pour la moitié de son montant. Le contribuable dont le revenu total est inférieur à 5.000 fr. n'est pas assujetti aux impositions communales afférentes.

Le taux de l'impôt complémentaire est fixé à 0,50 ‰.

Titre V. — Exemptions.

Art. 22. Sont exempts de l'impôt sur le revenu et de l'impôt complémentaire:

1° les revenus et bénéfices resp. les propriétés mobilières et immobilières de l'Etat, tant du domaine public que du domaine privé, des services créés par l'Etat, de la Caisse d'épargne et du Crédit foncier, des établissements de bienfaisance et des œuvres philanthropiques reconnus, des fondations faites dans l'intérêt de l'enseignement, des caisses de maladies, de l'association d'assurance contre

8% für die besteuerebare Einkommensstufe von 300.000 bis 450.000 Fr. einschließlich;

9% für die besteuerebare Einkommensstufe von 450.000 bis 600.000 Fr. einschließlich;

9½% für die besteuerebare Einkommensstufe von 600.000 bis 750.000 Fr. einschließlich;

10% für die besteuerebare Einkommensstufe von über 750.000 Fr.

Befißt der Steuerpflichtige Einkünfte, für die er nicht im Großherzogtum steuerpflichtig ist, oder die nicht unter seinem Namen der Steuer unterliegen (Einkommen von Aktien, inländischen Schuldverschreibungen, Einkommen aus ausländischem Grundbesitz), so ist er nur für seine übrigen Einkünfte zu veranlagern, zum Steuerfuß der obigen Staffel, so zwar daß die Einkommen, die nicht im Lande oder unter seinem Namen besteuert sind als in den Steuerstufen der niedrigsten Stufe enthalten gelten.

Art. 21. Die Kuponsteuer, die Ergänzungssteuer einbezogen, wird erhoben zum Satz von 2% für die inländischen Schuldverschreibungen des Staates und der Gemeinden, von 3,5% für die anderen Schuldverschreibungen, die 4% oder weniger Zinsen einbringen, und von 4% für die anderen Schuldverschreibungen, deren Zinssatz 1% übersteigt.

Übersteigt das Gesamteinkommen des Inhabers von Schuldverschreibungen, die der Kuponsteuer unterliegen, 10.000 Fr., so werden die Gemeindezuschläge auf dem Gesamtbetrag der Kuponsteuer erhoben; beträgt das Gesamteinkommen mehr als 5.000 jedoch nicht mehr als 10.000 Fr., so unterliegt nur die Hälfte der Kuponsteuer den Gemeindezuschlägen. Der Steuerpflichtige, dessen Gesamteinkommen weniger als 5.000 Fr. beträgt, bleibt von den entsprechenden Gemeindezuschlägen befreit.

Der Satz der Ergänzungssteuer beträgt ½ ‰.

Titel V. Steuerbefreiungen.

Art. 22. Von der Einkommen und Ergänzungssteuer sind befreit:

1. die Einkommen und Gewinne bezw. das Mobil- und Immobilienvermögen des Staates, so wohl die öffentliche als auch die Privat Domäne der durch den Staat geschaffenen Dienste, der Sparkasse und der Grundtrethanstalt, der durch den Staat anerkannten Wohltätigkeitsanstalten und philanthropischen Werke, der Stiftungen im Interesse des Unterrichts, der Krankenkassen, der Unfall Versicher-

les accidents, de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, des chambres professionnelles, des sociétés de secours mutuels et d'épargne reconnues, des caisses de crédit agricole et professionnel, ainsi que de la caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux. Les établissements susdits peuvent demander la restitution de l'impôt sur le coupon.

Les propriétés foncières de l'Etat ainsi que celles des autres propriétaires prévus à l'alinéa qui précède qui ne sont pas affectées à un service public sont imposées dans la commune ou section de leur situation à des cotés fictives servant uniquement à la perception des impositions communales afférentes.

2° Les revenus et bénéfices resp. les propriétés mobilières et immobilières des communes affectées à un service public ou à des services de régie communale ou intercommunale.

Sont considérées notamment comme étant affectées à un service public de l'Etat ou d'une commune ou de régie communale exempt d'impôt conformément aux n°s 1 et 2, toutes les propriétés mobilières et immobilières qui forment une propriété publique et qui servent à l'exercice du culte, à l'enseignement, aux arts et sciences, à la bienfaisance, à la santé publique, à l'hygiène, à l'installation de moyens de transport collectif, à l'exception des chemins de fer qui continuent à être régis par les dispositions en vigueur, à l'éclairage, à la distribution de l'eau et de la force motrice, ainsi que les abattoirs ou autres installations dépendant d'un service public de l'Etat ou de la commune.

3° Les revenus mobiliers, capitaux mobiliers et hôtels des agents diplomatiques accrédités et du personnel de leur office, dont le pays d'origine reconnaît l'exemption réciproque aux agents diplomatiques luxembourgeois.

4° Les indemnités allouées à des fonctionnaires publics à raison des dépenses qui leur sont imposées par leur charge, telles que frais de route, de séjour, de représentation ou de bureau.

5. Les fabriques d'église, le consistoire protestant et les synagogues israélites; toutefois l'impôt du coupon n'est pas restitué. Les propriétés foncières

runungs-genossenschaft, der Alters- und Invaliden-Versicherungsanstalt, der Berufs-kammern, der Unterstützungsvereine auf Gegenseitigkeit, der Sparvereine, der Kassen für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit, sowie der Fürsorgekassen für die Beamten und Angestellten der Gemeinden. Obige Anstalten können die Rückerstattung der Kuponsteuer erfragen.

Die Grundgüter des Staates sowie diejenigen der andern in vorhergehendem Absatz erwähnten Besitzer, die nicht zu einem öffentlichen Dienst bestimmt sind, werden in der Gemeinde oder Sektion zu fiktiven Steuerbeträgen veranlagt, die ausschließlich zur Berechnung der diesbezüglichen Gemeindebeiträge dienen;

2. die Einkommen und Gewinne bezw. das Mobilien- und Immobilienvermögen der Gemeinden, die zu einem öffentlichen Dienst oder einem Regiebetrieb der Gemeinde oder einer Gemeindevereinigung bestimmt sind.

Gelten insbesondere zu einem öffentlichen Staats- oder Gemeindebedienst oder zu einem Regiebetrieb der Gemeinde bestimmt, mit Steuerbefreiung gemäß Nr. 1 und 2: alle Mobilien und Immobilienvermögen, die zum Eigentum der Allgemeinheit gehören und die zur Ausübung des Kultus, des Unterrichts, der Künste und Wissenschaften, der Wohltätigkeit, zum öffentlichen Gesundheits- und Hygienedienst, zur Einrichtung öffentlicher Beförderungsmittel, mit Ausnahme der Eisenbahnen, für die die jetzt bestehenden Bestimmungen gelten, zur Beleuchtung, zur Wasserversorgung und Verteilung der Triebkraft dienen, sowie die Schlachthäuser und andere Einrichtungen, die zu einem öffentlichen Dienstzweig des Staates oder der Gemeinde gehören;

3. die Mobiliareinkommen und -Vermögen, sowie die Residenz der beglaubigten diplomatischen Vertreter und des in ihrem Dienste stehenden Personals, falls der Entsendestaat auch den luxemburgischen diplomatischen Vertretern die Steuerfreiheit zuerkennt;

4. die Gebühren, welche den öffentlichen Beamten für ihren durch ihre Amtsführung auferlegte Ausgaben, als Reise-, Aufenthalts-, Repräsentations- und Bureaukosten bewilligt sind;

5. die Kirchenfabriken, das protestantische Konsistorium, sowie die israelitischen Gemeinden; die einbehaltene Kuponsteuer wird jedoch nicht zurück-

de ces établissements sont traitées comme celles prévues au n° 1 du présent article.

Art. 23. Les salariés dont le revenu n'excède pas 25.000 fr. obtiennent une réduction d'impôt de 20 fr. pour frais généraux.

Le contribuable dont le revenu ne dépasse pas 25.000 fr. obtient une réduction d'impôt de 20 fr. pour chaque enfant de moins de 18 ans, ainsi que pour tout ascendant ou descendant à sa charge.

Les exemptions accordées par les deux alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas aux impositions communales. Elles ne sont pas applicables aux ressortissants d'Etats qui n'appliquent pas aux Luxembourgeois les exemptions prévues pour les contribuables indigènes.

Pour obtenir l'exemption du chef de charges familiales, les contribuables doivent fournir les renseignements nécessaires dans les formes et délais à déterminer par un règlement d'administration publique.

Art. 24. Les capitaux et valeurs tombant sous l'impôt complémentaire ne sont pas imposés lorsque la fortune des personnes habitant le pays ne dépasse pas 30.000 fr.

Les meubles meublants ainsi que les provisions de ménage ou d'autres objets mobiliers servant à l'usage personnel du contribuable et de sa famille demeurant avec lui sont exempts de l'impôt complémentaire, ainsi que les réserves mathématiques des compagnies d'assurances sur la vie déposées dans une caisse publique.

Titre VI. — Du lieu et du mode d'imposition.

Art. 25. Le contribuable est imposé dans la commune de sa résidence.

Le contribuable qui exploite un commerce ou une industrie d'une façon durable et permanente dans une commune ou section de commune autre que celle de sa résidence, est imposé de ce chef dans la section dans laquelle il exploite le commerce, l'industrie et du chef de ses autres revenus dans la commune ou section de sa résidence. Si ce contribuable ne possède pas d'autres revenus imposables à sa résidence, il est imposé aux impositions communales dans la commune de sa résidence sur la base du tiers de l'impôt afférent à son revenu intégral.

erstattet. Die Grundgüter dieser Gemeinschaften werden wie diejenigen unter Nr. 1 gegenwärtigen Artikels behandelt.

Art. 23. Den Lohnempfängern, deren Einkommen 25.000 Fr. nicht übersteigt, wird eine Steuerermäßigung von 20 Fr. für allgemeine Kosten gewährt.

Der Steuerpflichtige, dessen Einkommen 25.000 Fr. nicht übersteigt, erhält eine Steuerermäßigung von 20 Fr. für jedes Kind von weniger als 18 Jahren und für jeden Ascendenten und Descendenten, der ihm zur Last fällt.

Die in den beiden vorstehenden Absätzen vorgesehenen Steuerermäßigungen gelten nicht für die Berechnung der Gemeindeauslagen. Sie sind nicht anwendbar auf Angehörige jener Staaten, die den Luxemburgern die für inländische Steuerpflichtige vorgesehenen Entlastungen vorenthalten.

Um der für Familienlasten gewährten Ermäßigungen teilhaftig zu werden, haben die Steuerpflichtigen die nötigen Aufschlüsse in der Form und Frist zu liefern, die durch ein öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt werden.

Art. 24. Die der Ergänzungssteuer unterliegenden Kapitalien und Kapitalwerte bleiben steuerfrei, wenn das Vermögen der im Lande ansässigen Personen 30.000 Fr. nicht übersteigt.

Die Hausmöbel sowie die Haushaltungsvorräte oder andere Mobiliargegenstände, die zum eigenen Gebrauch des Steuerpflichtigen und demjenigen der bei ihm wohnenden Familienmitglieder dienen, sind von der Ergänzungssteuer befreit; ebenso die in der Staatskasse hinterlegten mathematischen Reserven der Lebensversicherungsgesellschaften.

Titel VI. — Ort, Art und Weise der Veranlagung.

Art. 25. Der Steuerpflichtige wird in der Wohnsitzgemeinde veranlagt.

Der Steuerpflichtige, welcher in dauernder und ununterbrochener Weise einen Handel oder ein Gewerbe in einer andern Gemeinde oder Gemeinde-sektion als die seines Wohnsitzes betreibt, wird dieserhalb in der Sektion veranlagt, in der er den Handel oder das Gewerbe ausübt, für die übrigen Einkommen jedoch in der Gemeinde oder Sektion seines Wohnsitzes. Besitzt der Steuerpflichtige keine andern am Ort seines Wohnsitzes zu veranlagenden Einkommen, so wird er in der Gemeinde seines Wohnsitzes zu den Gemeindeauslagen auf Grund eines Drittel seines Gesamtsteuerbetrages veranlagt.

Le propriétaire ou l'usager de propriétés foncières bâties ou non bâties qui a affermé ses biens et qui n'habite pas la section de commune dans laquelle ils sont situés, est imposé du chef des revenus fonciers dans la section de la situation des biens lorsque le revenu de ces biens excède 3.000 fr.

Les mêmes principes sont applicables au propriétaire de bois, de haies à écorces ou de vignobles lorsque leur revenu net excède 3.000 fr., même lorsqu'il exploite lui-même les propriétés susdites.

Le contribuable qui exploite pour son compte une propriété agricole dont le centre d'exploitation est situé dans une section autre que celle de sa résidence, est imposé de ce chef dans la commune de la situation du centre de l'exploitation lorsque le revenu total excède 3.000 fr.

Le contribuable qui n'habite pas le Grand-Duché est imposé dans la commune de sa dernière résidence et, éventuellement, dans la commune d'où lui proviennent et resp. où sont situées ses facultés imposables.

Les femmes mariées sont imposées dans la commune de la résidence de leur mari; les mineurs et les interdits, dans celle de la résidence de leurs tuteurs.

Art. 26. Les sociétés et les associations sont imposées dans la commune de leur siège social, et à défaut de siège social dans le pays, dans la commune de la résidence de leurs représentants, resp. dans celles où résident leurs agents principaux. Les administrateurs des sociétés non résidant dans le Grand-Duché sont imposables dans la commune du siège de l'établissement.

Lorsqu'une entreprise commerciale, financière ou industrielle possède des établissements, des succursales ou des dépendances dans plusieurs communes ou sections de commune, et que les revenus de cette entreprise sont constatés dans un bilan unique, l'imposition est faite en bloc dans la commune du siège social, et à défaut de siège social, dans la commune où se trouve le siège de l'administration ou l'établissement principal. La part d'impôt revenant à chaque commune ou section de commune pour la fixation des revenus de la commune ou section de commune, sera fixée conformément aux dispositions sur la matière et, à défaut de

Der Eigentümer oder Nutznießer von bebautem oder unbebautem Grundeigentum, der seine Güter verpachtet hat und nicht in der Gemeindeektion wohnt, in der die Güter liegen, wird für die Einkommen aus Grundbesitz in der Eektion veranlagt in der die Grundgüter liegen, falls das Einkommen aus diesem Besitz 3.000 Fr. übersteigt.

Dieselben Grundsätze gelten für den Besitzer von Waldungen, Lohheden und Weinberge, wenn deren Reinertrag 3.000 Fr. übersteigt, selbst dann, wenn er selbst die Besitzungen ausbeutet.

Der Steuerpflichtige, der für seine Rechnung einen landwirtschaftlichen Betrieb führt, dessen Betriebsleitungssitz in einer andern Gemeindeektion als in der des Wohnsitzes liegt, ist dieserhalb in der Gemeinde zu besteuern, in der der Sitz des Betriebes liegt, falls das Gesamteinkommen 3.000 Fr. übersteigt.

Der Steuerpflichtige, der nicht im Großherzogtum wohnt, wird veranlagt in der Gemeinde seines letzten Wohnsitzes und gegebenenfalls in der Gemeinde, aus welcher das steuerbare Einkommen bezogen wird oder in welcher dasselbe gelegen ist.

Die verheirateten Frauen werden in der Gemeinde veranlagt, in welcher ihre Eatten, die Minderjährigen und Entmündeten in derjenigen, in welcher ihre Vormünder ihren Wohnsitz haben.

Art. 26. Die Gesellschaften und Genossenschaften werden in der Gemeinde ihres Sitzes besteuert, falls sie ihren Sitz nicht im Lande haben in der Gemeinde, in welcher ihre Vertreter bzw. ihre Hauptagenten wohnen. Die nicht im Großherzogtum wohnenden Verwaltungsratsmitglieder werden in der Gemeinde veranlagt, in welcher der Sitz des Betriebes liegt.

Umfaßt ein Handels-, Finanz- oder gewerbliches Unternehmen Anlagen, Zweigbetriebe oder Dependenzien in mehreren Gemeinden oder Gemeindeektionen und werden die Einkommen dieses Unternehmens in einer einzigen Bilanz aufgezeichnet, so erfolgt die Veranlagung zum Gesamtbetrage in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes oder, mangels eines solchen in der Gemeinde, in welcher sich die Betriebsleitung oder der Hauptbetrieb befindet. Der jeder Gemeinde oder Gemeindeektion zufallende Steueranteil zur Festsetzung der Einnahmen der Gemeinde oder Gemeindeektion, wird gemäß den diesbezüglichen Bestimmungen geregelt; mangels solcher Be-

dispositions spéciales, par le directeur des contributions au prorata des salaires payés dans chaque établissement ou succursale ou dépendance, ou selon tout autre mode de partage équitable.

Loisqu'une entreprise possède des établissements tant dans le Grand-Duché qu'à l'étranger, elle sera imposée dans le Grand-Duché sur les revenus y réalisés; ces revenus doivent cependant pour le moins représenter dans le revenu net total une proportion qui ne peut pas être inférieure à celle qui existe entre les frais généraux ou la production ou le capital engagé ou les salaires payés ou tous autres éléments équitablement choisis pour apprécier l'activité ou l'importance relative des différents établissements.

Art. 27. L'impôt complémentaire pour des propriétés foncières indigènes ou un capital engagé dans une entreprise est perçu dans la commune resp. section de commune de la situation des facultés imposables, pour toutes les autres facultés imposables dans la commune de la résidence du contribuable.

Art. 28. Le chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus et capitaux personnels que de ceux de sa femme et des membres de la famille qui habitent avec lui, à moins qu'il ne s'agisse de personnes salariées par application de l'alinéa 2.

Les femmes séparées de biens qui ne vivent pas avec leur mari sont imposables nominativement. Les enfants et autres membres de la famille qui vivent de leur propre travail ou possèdent personnellement un revenu qui n'est pas à la disposition du chef de famille ou qui sont censés toucher un salaire par application de l'alinéa 2 n° 2 de l'art. 10, sont imposables directement.

Art. 29. Les sociétés industrielles, commerciales, financières et civiles sont imposées directement et intégralement du chef des dividendes, arrérages, primes ou intérêts payés aux actionnaires, ainsi que du chef des sommes employées au remboursement des dettes ou du capital social, à l'amélioration ou à l'extension des affaires, à la constitution d'un portefeuille de titres, à la formation d'un fonds de réserve. Toutefois les sommes mises en réserve par les sociétés d'assurances sur la vie pour couvrir les

fluctuations wird er durch den Steuerdirektor im Verhältnis zu den in jeder Anlage, jedem Zweigbetrieb oder jeder Dependenz gezahlten Löhnen, oder nach jedem andern billigen Verteilungsmodus festgesetzt.

Umfaßt ein Unternehmen Betriebe sowohl im Großherzogtum als auch im Ausland, so wird es im Großherzogtum für die dort erzielten Einnahmen veranlagt; diese Einnahmen müssen jedoch zum Gesamtnettoeinkommen wenigstens im Verhältnis der allgemeinen Kosten, der Erzeugung, des angelegten Kapitals, der gezahlten Löhne oder jeder andern zur angemessenen Bewertung des Geschäftsganges oder der relativen Wichtigkeit der einzelnen Betriebe gewählten Faktoren stehen.

Art. 27. Die Ergänzungssteuer auf inländischen Grundbesitz oder auf das in einem Unternehmen angelegte Kapital wird in der Gemeinde bzw. Gemeindebefektion erhoben, wo die steuerpflichtigen Objekte liegen; alle andern steuerpflichtigen Vermögensteile in der Gemeinde des Wohnsitzes des Steuerpflichtigen.

Art. 28. Das Familienhaupt wird besteuert sowohl für sein persönliches Einkommen und Vermögen als für dasjenige seiner Ehefrau und der Familienmitglieder, welche mit ihm wohnen, insofern es sich nicht um entlohntes Personal gemäß Absatz 2 handelt.

Lebt die Ehefrau in Gutertrennung und dauernd vom Manne getrennt, so ist sie persönlich für ihr Einkommen zu veranlagen. Die Kinder und andere Familienmitglieder, welche von ihrer eigenen Erwerbstätigkeit leben oder ein persönliches Einkommen besitzen, das der Mitnutzung des Familienhauptes entzogen ist, oder denen gemäß Absatz 2 des Art. 12 ein Arbeitslohn angerechnet wird, sind selbstständig zu veranlagen.

Art. 29. Die Industrie, Handels, Finanz oder Zivilgesellschaften werden direkt und uneingeschränkt besteuert für die den Aktionären gezahlten Dividenden, Renten, Zinsen oder Prämien unter Hinzurechnung der zur Tilgung der Schulden oder des Grundkapitals, zur Geschäftsverbesserung oder Erweiterung, zur Anlage eines Bestandes von Wertpapieren, zur Bildung von Reservefonds verwendeten Beträge. Jedoch bleiben die von den Lebensversicherungsgesellschaften zur Deckung der Versiche

sommes assurées et les sommes affectées à l'amortissement soit des actions, soit des obligations, réalisées par le concessionnaire d'une entreprise industrielle, dont la propriété entrera, à l'expiration de la concession, dans le domaine privé de l'Etat ou de la commune, sont exemptes de l'impôt, mais seulement pour la fraction du capital-actions ou obligations émise en représentation de ce qui deviendra la propriété de l'Etat ou de la commune.

Les sociétés en nom collectif ou en commandite ainsi que les exploitations collectives ou associations de fait sont imposées pour tout le bénéfice de la société ou collectivité y compris les rémunérations allouées éventuellement et à quelque titre que ce soit au capital des associés et celles du travail non déductibles en application de l'art. 10 n° 3 al. 3 qui précède.

Les coopératives, même lorsqu'elles limitent leurs opérations à leurs membres, sont imposables pour tous les bénéfices y compris les avantages en nature ou en argent qu'elles distribuent à la fin de l'exercice à leurs membres.

Les sociétés sont imposées directement pour le capital conformément aux prescriptions de l'art. 19.

Art. 30. Les dividendes ou revenus d'actions, de parts d'intérêts ou de participations dans une entreprise située dans le Grand-Duché et soumise à l'impôt général sur le revenu et à l'impôt complémentaire ne sont pas assujettis à ces impôts dans la personne du propriétaire.

Toutefois ce dernier reste soumis dans la section de sa résidence aux centimes additionnels communaux, qui seront perçus sur les revenus et capitaux même exemptés des impôts de l'Etat, à raison d'un impôt fictif de 2% du revenu resp. de ½ % de la valeur.

Néanmoins le produit des parts d'intérêts ou d'une participation dans une association de fait, une société en nom collectif ou une société en commandite simple indigène, n'est pas soumis aux impositions communales dans le chef de ceux qui le touchent lorsque ceux-ci répondent indéfiniment des dettes de la société.

runngsummen bestimmten Beträge sowie die Verwendungen zur Tilgung sowohl von Aktien wie von Schuldverschreibungen steuerfrei, welche vom Konzessionar eines gewerblichen Unternehmens, dessen Besitz nach Erlöschen der Konzession in die Privatdomäne des Staates oder der Gemeinde übergeht, vorgenommen werden, doch nur für den Bruchteil des zur Ausgabe gelangten Aktien- oder Anleihekapitals, der den dereinst dem Staate oder der Gemeinde anheimfallenden Besitz darstellt.

Offene Handels- oder Kommanditgesellschaften sowie gemeinsame Betriebe und Erwerbsgemeinschaften werden für den Gesamtbetrag des Einkommens der Gesellschaft oder der Gemeinschaft besteuert einschließlich, gegebenenfalls, der unter irgend welcher Bezeichnung an das Kapital der Beteiligten oder für nicht abzugsfähige Arbeitsleistungen gemäß vorstehenden Art. 10, Nr. 2 Absatz 2 gemachten Zuwendungen.

Die Genossenschaften werden für den Gesamtbetrag ihres Gewinnes besteuert einschließlich der Vorteile an Naturalien oder an Geld, welche sie am Schlusse des Geschäftsjahres an ihre Mitglieder verteilen, selbst dann, wenn sie ihre geschäftliche Tätigkeit auf ihre Mitglieder beschränken.

Die Gesellschaften werden gemäß den Bestimmungen des Art. 19 selbstständig für ihr Kapital veranlagt.

Art. 30. Dividenden und Einkommen aus Aktien, Zinsanteilen und Beteiligungen an einem inländischen Unternehmen, die der Einkommen- und Ergänzungssteuer unterliegen, werden nicht beim Inhaber zu diesen Steuern veranlagt.

Jedoch unterliegt dieser Letztere in der Gemeinde-sektion seines Wohnsitzes den Gemeindezuschlägen, die selbst auf den von der Staatssteuer befreiten Einkommen und Vermögen erhoben werden auf Grund eines fiktiven Steuerbetrages von 2% des Einkommens bezw. ½ % des Wertes.

Der Ertrag von Anteilen oder von einer Beteiligung an einer Erwerbsgemeinschaft, an einer offenen Handelsgesellschaft, an einer inländischen einfachen Kommanditgesellschaft bleibt von der Besteuerung zu den Gemeindezuschlägen beim Inhaber frei, falls dieser eine unbeschränkte Haftung für die Schulden der Gesellschaft übernimmt.

Lorsqu'une société luxembourgeoise par actions a reçu en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre société luxembourgeoise par actions, des actions ou des parts bénéficiaires nominatives de cette dernière société, les dividendes distribués par la première société sont pour chaque exercice exonérés des impositions communales dans la mesure des produits de ces parts ou actions touchés par elle au cours de l'exercice, à la condition que ces parts ou actions soient restées inscrites au nom de cette société.

Lorsqu'il est établi que, dans une société luxembourgeoise par actions, un actionnaire possède à titre nominatif au moins les neuf dixièmes des actions, les dividendes afférents à ces actions sont exonérés des impositions communales.

Art. 31. L'impôt des sociétés et associations de toute nature tant reconnues que non reconnues par l'Etat, est établi en bloc au nom de chaque établissement, représenté par son président, gérant, directeur, chef ou supérieur, d'après l'ensemble de leurs revenus et resp. d'après l'ensemble de ceux de ses membres.

Les congrégations et associations religieuses qui ne disposent pas de revenus prévus à l'art. 2 de la présente loi, ou qui disposent de revenus insuffisants pour faire face aux dépenses économiques des établissements évaluées par les taxateurs, sont imposées à l'impôt de l'Etat à raison de 50 fr. par membre de l'association habitant l'établissement à l'exclusion des pensionnaires, orphelins, élèves etc. auxquels les membres de l'association vouent leurs soins et sans qu'il puisse y avoir cumul entre l'impôt susdit et l'impôt sur le revenu. L'impôt complémentaire sera perçu, s'il y a lieu, conformément aux dispositions qui le régissent.

Titre VII. — Déclaration des contribuables.

Art. 32. Chaque contribuable qui possède un revenu annuel global de 10.000 fr. ou plus resp. une fortune de plus de 50.000 fr., intégralement ou partiellement imposable aux termes de la présente loi, est tenu d'en faire la déclaration.

Les contribuables jouissant d'un revenu de moins de 10.000 fr. peuvent être obligés d'en faire la déclaration lorsqu'ils seront invités par les conseils

Hat eine luxemburgische Aktiengesellschaft als Entgelt für gemachte Einzahlungen oder Einlagen an Geld oder sonstigen Aktivbeständen in eine andere luxemburgische Aktiengesellschaft Inhaber Aktien oder Gesellschaftsanteile dieser Gesellschaft erhalten, so bleiben die durch die erstere Gesellschaft ausgeschütteten Dividenden für jedes Jahr von den Gemeinbezuschlägen im Verhältnis des im Laufe des Geschäftsjahres bezogenen Ertrages dieser Anteile oder Aktien befreit, unter der Bedingung, daß diese Anteile oder Aktien auf den Namen dieser Gesellschaft eingetragen waren.

Sobald festgestellt ist, daß ein Gesellschafter einer luxemburgischen Aktiengesellschaft unter seinem Namen wenigstens neun Zehntel der Aktien besitzt, werden die Dividenden dieser Aktien von den Gemeinbezuschlägen beim Inhaber befreit.

Art. 31. Die Steuern der Gesellschaften und Genossenschaften jeder Art, ob staatlich anerkannt oder nicht, werden für die Gesamtheit auf den Namen der durch ihren Präsidenten, Geschäftsführer, Direktor, Vorsteher oder Oberen vertretenen Anstalt veranlagt nach Maßgabe ihres Gesamteinkommens bzw. des Gesamteinkommens ihrer Mitglieder.

Kongregationen und religiöse Genossenschaften, die über keine in Art. 2 gegenwärtigen Gesetzes erwähnten Einkommen verfügen oder deren Einkommen nicht genügt zur Bestreitung der Haushaltungskosten der durch die Taxatoren zu veranlagenden Anstalten, werden zur Staatssteuer mit 50 Fr. für jedes in der Anstalt wohnende Mitglied der Genossenschaft besteuert unter Ausschluß der Gastnehmer, Waisen, Schüler usw., denen die Mitglieder der Genossenschaft ihre Pflege zuwenden, ohne daß obiger Steuerbetrag und die Einkommensteuer gleichzeitig erhoben werden können. Die Ergänzungssteuer wird, gegebenenfalls, gemäß den diesbezüglichen Bestimmungen erhoben.

Titel VII. — Über die Steuererklärungen.

Art. 32. Jeder Steuerpflichtige, dessen Gesamthauseinkommen 10.000 Fr. oder mehr, oder dessen Vermögen mehr als 50.000 Fr. beträgt, die auf Grund gegenwärtigen Gesetzes ganz oder teilweise zu veranlagten sind, hat eine Steuererklärung abzugeben.

Die Steuerpflichtigen, deren Einkommen weniger als 10.000 Fr. beträgt, können durch Aufforderung seitens des Taxatorenrates oder dessen Vorstehenden

des taxateurs ou par le président de ce conseil, notamment lorsque ce revenu est présumé provenir en grande partie de capitaux ou de propriétés foncières. Il leur est en outre loisible de présenter de leur propre chef une pareille déclaration.

Pour les mineurs non émancipés et les interdits, la déclaration sera faite par leurs représentants légaux; pour les femmes mariées non séparées de biens ayant des revenus propres et séparés, elle le sera par le mari quant à ces revenus lorsque la femme vit avec lui; pour les femmes mariées séparées de biens et ne vivant pas avec leur mari, elle le sera, quant à ces revenus, par la femme; pour les contribuables demeurant à l'étranger, par leurs représentants ou fondés de pouvoirs.

Si le contribuable décède sans avoir fait sa déclaration et avant l'expiration des délais y relatifs, la déclaration peut être régulièrement souscrite, soit par les héritiers, soit, le cas échéant, par le légataire universel, dans les trois mois du décès.

Art. 33. Les contribuables doivent indiquer dans leurs déclarations séparément les revenus prévus à l'art. 2 conformément aux prescriptions des art. 3 à 9 inclusivement ainsi que les éléments de fortune assujettis à l'impôt complémentaire conformément aux prescriptions des art. 14 à 19.

Si des revenus ou valeurs ne peuvent être fixés que par estimation, le contribuable doit remplacer dans sa déclaration les indications des revenus par des renseignements précis permettant au conseil des taxateurs de procéder lui-même à l'évaluation des dits revenus et valeurs.

Le contribuable indiquera également le montant de son passif et les autres éléments déductibles prévus à l'art. 13; à défaut de ces indications, les taxateurs peuvent l'imposer pour tout son actif.

Art. 34. Les sociétés ayant une personnalité distincte de celle de leurs membres devront faire les déclarations de leurs facultés imposables appuyées du bilan du dernier exercice connu ainsi que des comptes de profits et pertes, et en général, de toutes les pièces propres à en établir l'exactitude, quel que soit leur revenu.

zur Abgabe einer Steuererklärung angehalten werden, besonders wenn vermutet wird, daß dieses Einkommen größtenteils aus Kapitalien oder aus Grundbesitz herrührt. Es steht ihnen außerdem frei, aus eigenem Antriebe eine Steuererklärung abzugeben.

Für nicht emanzipierte Minderjährige und Entmündigte sind die Steuererklärungen von deren gesetzlichen Vertretern abzugeben; für verheiratete Frauen, welche nicht in Gütertrennung leben und ein eigenes und getrenntes Einkommen haben, wird die Erklärung für dieses Einkommen von dem Manne abgegeben, wenn die Frau mit ihm lebt; für verheiratete Frauen, welche in Gütertrennung sind und nicht mit ihrem Manne leben, wird die Erklärung für dieses Einkommen von der Frau abgegeben. Die Erklärung für die im Auslande wohnenden Steuerpflichtigen wird durch deren Vertreter oder Bevollmächtigte abgegeben.

Stirbt der Steuerpflichtige ohne seine Steuererklärung abgegeben zu haben oder vor Ablauf der diesbezüglichen Frist, kann die Erklärung rechtmäßig abgegeben werden, sei es durch die Erben, sei es, gegebenenfalls, durch den Universalerben, innerhalb drei Monaten nach dem Ableben.

Art. 33. Die Steuerpflichtigen müssen in ihrer Erklärung die in Art. 2 aufgezählten Einkommen gemäß den Vorschriften der Art. 3 bis 9 einschließlich getrennt angeben, sowie die gemäß Art. 14 bis 19 der Ergänzungssteuer unterliegenden Vermögensbestandteile aufzeichnen.

Können Einkommen oder Vermögenswerte nur durch Schätzung ermittelt werden, so muß der Steuerpflichtige in seiner Steuererklärung die Angabe des Einkommens durch genaue Aufschlüsse ersetzen die dem Taxatorenrat es ermöglichen, selbst beregte Einkommen und Werte abzuschätzen.

Der Steuerpflichtige hat ebenfalls den Betrag seiner Schulden sowie die gemäß Art. 13 abzugsfähige Posten anzugeben, widrigenfalls derselbe durch den Taxatorenrat für sein ganzes Aktivvermögen veranlagt werden kann.

Art. 34. Die Gesellschaften, welche eine von ihren Mitgliedern besondere Persönlichkeit besitzen, haben eine Erklärung ihrer steuerbaren Objekte abzugeben unter Beifügung der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, sowie überhaupt aller Schriftstücke, welche eine Prüfung derselben auf ihre Richtigkeit gestatten, welches auch ihr Einkommen sein mag.

Les sociétés étrangères qui exploitent des entreprises à l'étranger concurremment avec des entreprises qu'elles possèdent dans le Grand-Duché, devront produire, en dehors du bilan général, des bilans, comptes de profits et pertes, et autres concernant les entreprises situées dans le Grand-Duché.

Les déclarations des sociétés et le dernier bilan connu avec pièces à l'appui doivent être présentés au plus tard dans le mois de décembre de l'année courante. Faute d'avoir obtempéré à cette prescription et sans mise en demeure préalable, elles sont imposées d'office par les taxateurs et subissent les peines et déchéances prévues à l'art. 35, alinéa final.

Art. 35. L'administration des contributions mettra gratuitement à la disposition des contribuables les formulaires nécessaires à l'établissement des déclarations.

Le contribuable devra affirmer la sincérité de sa déclaration et la signer.

Les délais dans lesquels les déclarations devront être faites, seront déterminés par un règlement d'administration publique. Ces délais pourront être prolongés sur demande des intéressés soit par le directeur des contributions, soit par le contrôleur du ressort.

Si le contribuable, invité à fournir une déclaration, néglige de la faire dans le délai réglementaire ou supplémentaire, le conseil des taxateurs peut lui infliger une amende d'ordre de 10 fr. au plus; il sera sommé de plus par lettre recommandée de la déposer dans un nouveau délai de huit jours.

Pour le cas où il n'obtempérerait pas à cette seconde sommation, son revenu sera évalué d'office par les taxateurs, et il perd tout droit de réclamer contre l'imposition ainsi établie. Il devra en outre payer un impôt supplémentaire égal à 50% de son imposition établie d'office.

Art. 36. Les déclarations peuvent être rectifiées ou complétées tant qu'elles n'ont pas été soumises au conseil des taxateurs; celles qui ne contiennent pas des indications claires, devront être rendues

Ausländische Gesellschaften, welche zugleich mit ihren ausländischen die ihnen im Großherzogtum gehörigen Unternehmungen betreiben, haben außer der Generalbilanz die Bilanzen, Gewinn- und Verlustkonten und andern Konten beizubringen, welche sich auf die im Großherzogtum gelegenen Betriebe beziehen.

Die Steuererklärungen der Gesellschaften, die letzte Bilanz, müssen mit allen Anlagen spätestens im Monat Dezember jeden Jahres eingereicht werden. Wird diese Obliegenheit nicht erfüllt ohne daß es einer weiteren Mahnung bedarf, so werden sie von amtswegen durch die Taxatoren eingeschätzt und von den im Art. 35, letzten Absatz erwähnten Strafen und Rechtsverlusten betroffen.

Art. 35. Die Steuerverwaltung verabfolgt kostenlos den Steuerpflichtigen die Formulare zur Steuererklärung.

Der Steuerpflichtige muß die Versicherung abgeben, daß die Angaben der Steuererklärung nach bestem Wissen und Gewissen gemacht sind und muß letztere unterzeichnen.

Die Frist, innerhalb welcher die Steuererklärung abzugeben ist, wird durch ein öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt. Diese Frist kann auf eine Eingabe der Interessenten sowohl durch den Steuerdirektor als den Bezirkskontrollleur verlängert werden.

Unterläßt der Steuerpflichtige der hierzu aufgefordert wurde, die Steuererklärung innerhalb der reglementarischen oder der ihm bewilligten Frist abzugeben, so kann der Taxatorenrat ihm eine Ordnungsstrafe von höchstens 10 Fr. auferlegen; außerdem wird er durch Einschreibebrief gemahnt die Erklärung innerhalb einer weiteren Frist von 8 Tagen einzureichen.

Falls er dieser zweiten Aufforderung nicht nachkommt, so wird sein Einkommen von Amts wegen durch die Taxatoren abgeschätzt, und er verliert das Beschwerderecht gegen die auf diese Weise erfolgte Veranlagung. Außerdem verfällt er einer Supplementarsteuer in der Höhe von 50% der von Amts wegen festgesetzten Steuer.

Art. 36. Die Steuererklärungen können berichtigt oder ergänzt werden, solange das Steuerpflichtige Einkommen nicht durch die Taxatoren festgesetzt ist; diejenigen Steuererklärungen, deren Angaben nicht

plus précises dans les quinze jours de la demande du contrôleur du ressort. S'il n'est pas fait droit à cette demande, les déclarations seront considérées comme non avenues et le déclarant subira les peines prévues à l'alinéa final de l'article précédent.

Art. 37. La déclaration est soumise à l'examen et à l'appréciation du conseil des taxateurs.

Le conseil des taxateurs peut inviter le déclarant à s'expliquer verbalement ou par écrit sur les points qu'il lui signalera, demander la communication de la comptabilité, ordonner une instruction, laquelle sera faite par le contrôleur divisionnaire seul ou assisté d'un expert ou par un expert.

Le conseil des taxateurs et le contrôleur peuvent requérir des fonctionnaires de l'Etat, des administrations communales, des établissements publics, des administrations des chemins de fer et des tramways, des caisses et compagnies d'assurances, tous renseignements en général et éventuellement un extrait des documents qu'ils ont besoin de consulter; sont exceptés le Crédit foncier, la Caisse d'épargne et l'administration des postes et des télégraphes.

Le conseil des taxateurs pourra en outre baser son évaluation sur des signes manifestes d'une aisance supérieure aux revenus déclarés.

Les droits d'investigation et d'instruction susdits peuvent aussi être exercés directement par le directeur de l'administration.

Si le conseil des taxateurs juge la déclaration inexacte il peut la rectifier; mais, dans ce cas, il fait connaître à l'intéressé le chiffre qu'il se propose de substituer à celui de la déclaration en indiquant les éléments de preuve qui lui paraissent justifier le redressement et il invite en même temps l'intéressé à présenter, dans un délai de quinze jours, ses observations par écrit ou verbalement.

Art. 38. Si le contribuable refuse de fournir les renseignements demandés, de produire les livres de commerce ou de collaborer à l'instruction ordonnée, sa déclaration est à considérer comme non avenue et il subira les peines prévues à l'alinéa final de l'art. 35.

S'il résulte des recherches et des mesures d'instruction ordonnées que le contribuable a présenté

hinsreichend klar sind, sind innerhalb 14 Tagen auf Ersuchen des Bezirkskontrollors genauer zu fassen. Wird diesem Ersuchen nicht in der festgesetzten Zeit entsprochen, so werden die Steuererklärungen als nichtig angesehen und werden dem Steuerpflichtigen die Strafen auferlegt, die im Schlußabsatz des vorhergehenden Artikels vorgesehen sind.

Art. 37. Die Steuererklärung unterliegt der Prüfung und dem Urteil des Taxatorenrates.

Der Taxatorenrat kann den Declaranten auffordern sich mündlich oder schriftlich zu den Punkten zu äußern, welche er genauer bezeichnet, er kann die Vorlegung der Buchführung verlangen oder eine Untersuchung anordnen, welche durch den Steuerkontrollor allein oder mit Hilfe eines Sachverständigen oder durch einen Sachverständigen allein vorgenommen wird.

Der Taxatorenrat und der Steuerkontrollor können von den Staatsbeamten, den Gemeindeverwaltungen, den öffentlichen Anstalten, den Eisenbahn- und Zollverwaltungen sowie den Versicherungskassen und Gesellschaften jedwede Auskunft und erforderlichenfalls einen Auszug der zu befragenden Urkunden verlangen; hiervon sind ausgenommen die Grundkreditanstalt, die Sparkasse und die Post- und Telegraphenverwaltung.

Der Taxatorenrat kann seiner Abschätzung die äußern Anzeichen einer Lebenshaltung, die die angegebenen Einkünfte übersteigt, zu Grunde legen.

Die vorerwähnten Untersuchungsbefugnisse können unmittelbar durch den Steuerdirektor ausgeübt werden.

Falls der Taxatorenrat die Erklärung für unrichtig erachtet, kann er dieselbe richtigstellen; in diesem Falle teilt er dem Interessenten das abgeschätzte Einkommen mit, zugleich mit den Gründen, welche dieser Richtigstellung zu Grunde liegen, und er fordert ihn auf innerhalb 14 Tagen seine Bemerkungen mündlich oder schriftlich vorzubringen.

Art. 38. Verweigert der Steuerpflichtige die verlangten Mitteilungen oder die Vorlegung der Geschäftsbücher oder die Mitwirkung an der verordneten Untersuchung, so gilt seine Erklärung als nicht abgegeben und er erleidet die in Art. 35 letzter Absatz vorgesehenen Strafen.

Ergeben die angestellten Ermittlungen und Untersuchungen, daß der Steuerpflichtige offensichtlich eine

sciemment une déclaration fausse ou insuffisante, il devra payer un impôt supplémentaire qui ne sera pas inférieur au simple ni supérieur au décuple de l'impôt résultant de l'insuffisance constatée.

Si la déclaration a été faite d'une façon incomplète ou inexacte sans intention frauduleuse, ou bien si les inexactitudes ont été rectifiées ou les lacunes comblées de bon gré avant la décision des taxateurs, l'impôt supplémentaire ne peut dépasser le double de l'impôt résultant de l'insuffisance constatée.

Si la fausseté ou l'insuffisance de la déclaration remonte à plusieurs années, l'impôt supplémentaire prévu aux deux alinéas qui précèdent sera dû, même à charge des héritiers jusqu'à concurrence de leur part héréditaire, pour les années antérieures, sans que cependant on puisse remonter à plus de cinq années.

Si le conseil des taxateurs évalue les revenus des contribuables à un chiffre supérieur aux revenus déclarés, sans mesures d'instruction et sans communication préalable, il ne peut être mis à charge du déclarant aucun impôt supplémentaire.

Les dispositions des art. 38 et 39 s'appliquent également à la déclaration facultative.

Art. 39. Les suppléments d'impôt et amendes d'ordre prévus par la présente loi seront recouvrés avec les mêmes privilèges et de la même manière que l'impôt principal auquel ils se rattachent, et seront, comme cet impôt principal, soumis aux additionnels communaux.

Art. 40. Si le contribuable possède des obligations passibles de l'impôt du coupon, il est tenu d'en faire la déclaration, en les désignant d'une manière précise. Il sera imposé du chef des revenus qu'il n'aura pas déclarés.

De même le conseil des taxateurs pourra exiger des contribuables qui auront déclaré des obligations, qu'il soit justifié de la propriété de ces titres par des certificats nominatifs, bordereaux d'achat, déclarations de dépôt en banque ou autres documents de même genre; il pourra également exiger la production des titres.

Art. 41. Les contribuables occupant des employés ou des ouvriers sont tenus d'en fournir à l'administration des contributions pour le 15 janvier de l'année de l'imposition le relevé avec indication des

falsche oder ungenügende Steuererklärung abgegeben hat, so muß er eine Nachsteuer entrichten, die nicht geringer als der einfache und nicht höher als der zehnfache Betrag der entzogenen Steuer sein soll.

Ist die unvollständige oder unrichtige Angabe nicht in der Absicht der Steuerhinterziehung erfolgt, oder werden die unrichtigen oder unvollständigen Angaben vor der Entscheidung des Taxatorenrates berichtigt oder ergänzt, so darf die Nachsteuer das Doppelte der Steuer, um welche der Staat geschädigt werden sollte, nicht übersteigen.

Wenn die unrichtige oder unvollständige Angabe der Erklärung auf mehrere Jahre zurückgreift, so ist die Nachsteuer von den Erben bis zur Höhe ihres Erbanteils zu entrichten, ohne daß jedoch auf mehr als fünf Jahre zurückgegriffen werden kann.

Falls der Taxatorenrat das Einkommen der Steuerpflichtigen höher als angegeben einschätzt ohne Untersuchung und ohne vorherige Mitteilung, dann darf dem Steuerpflichtigen keine Nachsteuer auferlegt werden.

Die Bestimmungen der Artikel 38 und 39 sind anwendbar auf die freiwilligen Steuererklärungen.

Art. 39. Die durch dieses Gesetz vorgesehenen Nachsteuern und Ordnungsstrafen werden erhoben mit denselben Privilegien und in derselben Weise wie die Hauptsteuer und unterliegen wie diese den Gemeindefuzlagen.

Art. 40. Ist der Steuerpflichtige im Besitze von Schuldverschreibungen die der Kuponsteuer unterliegen, so hat er dieselben anzugeben und genau zu bezeichnen. Er wird für das nicht angegebene Einkommen besteuert.

Ebenso ist der Taxatorenrat befugt, von denjenigen Steuerpflichtigen, welche Schuldverschreibungen abgegeben haben, den Nachweis des Eigentums dieser Wertpapiere zu verlangen, durch Vorlegung von Nominativ-Bescheinigungen, Kaufscheinen, Hinterlegungsdeklarationen an einer Bank oder anderen ähnlichen Schriftstücken; es kann auch die Vorlegung der Wertpapiere verlangt werden.

Art. 41. Die Steuerpflichtigen, welche Angestellte oder Arbeiter beschäftigen, haben der Steuerverwaltung zum 15. Januar des Steuerjahres das Verzeichnis derselben mit Angabe der im verfloßenen Jahre

traitements, salaires et pensions payés pendant l'année écoulée; faute de quoi les salaires et traitements non déclarés ne seront pas compris dans les frais généraux de leur commerce.

Les patrons et maîtres sont tenus solidairement avec les employés et ouvriers à leur service de l'impôt dû par ces derniers pour toute l'année de l'imposition, même en cas de changement de patron dans le courant de l'année. Ils ne sont tenus à cette obligation que pour autant qu'ils sont informés, en temps utile, du montant de la cotisation par un avertissement du receveur. Ces paiements peuvent être retenus sur les traitements et salaires et doivent être remis au receveur dans le mois au plus tard.

Titre VIII. — Conseils des taxateurs.

Art. 42. L'évaluation et la taxation des revenus et capitaux imposables se font par un conseil des taxateurs pour chaque commune.

Un règlement ministériel peut répartir en plusieurs circonscriptions les communes de plus de 25.000 habitants.

Le conseil se compose, outre le président, dans les communes ou circonscriptions ayant plus de 10.000 habitants, de douze membres, dans celles ayant plus de 5.000 habitants, de huit membres, et, dans les communes de moins de 5.000 habitants, de quatre à dix membres, de façon à ce que chaque section électorale soit représentée au moins par un membre.

Quatre suppléants sont désignés dans les communes ayant plus de 10.000 habitants, et deux à quatre dans les autres communes pour remplacer les membres effectifs empêchés. Les membres effectifs et les suppléants ne peuvent être ni parents ni alliés au troisième degré.

Art. 43. Le contrôleur fait partie du conseil des taxateurs qu'il préside; en cas d'empêchement, il est remplacé par un autre fonctionnaire de l'administration à désigner par le directeur des contributions.

Il reçoit le serment que les taxateurs ont à prêter avant d'entrer en fonctions, dans ces termes: « Je jure de remplir mes fonctions de taxateur en mon honneur et conscience et de garder le secret des délibérations, ainsi Dieu me soit en aide ! »

gezahlten Gehälter, Löhne und Pensionen zu liefern. Im Unterlassungsfalle werden die nicht angegebenen Gehälter und Löhne nicht in die Generalunkosten des Geschäftes einbezogen.

Die Arbeitgeber und Meister haften solidarisch mit ihren Angestellten und Arbeitern für die von diesen geschuldete Jahressteuer, selbst dann, wenn sie im Laufe des Jahres den Arbeitgeber wechseln. Diese Haftpflicht tritt nur dann für sie ein, wenn ihnen rechtzeitig vom Steuereintnehmer durch eine Mahnung der Steuerbetrag mitgeteilt wurde. Diese Zahlungen können von den Gehältern und Löhnen in Abzug gebracht werden und müssen innerhalb eines Monats den Steuereintnehmern übergeben werden.

Titel VIII. — Taxatorenräte.

Art. 42. Die Einschätzung der steuerpflichtigen Einkommen und Kapitalien erfolgt für jede Gemeinde durch einen Taxatorenrat.

Ein Ministerialbeschluss kann Gemeinden von mehr als 25.000 Einwohnern in mehrere Bezirke einteilen.

Der Taxatorenrat besteht außer dem Vorsitzenden, in den Gemeinden von mehr als 10.000 Einwohnern, aus 12 Mitgliedern, in denjenigen von mehr als 5.000 Einwohnern aus 8 Mitgliedern, und in den Gemeinden von weniger als 5.000 Einwohnern aus 4 bis 10 Mitgliedern, sodass jede Sektion wenigstens durch ein Mitglied vertreten ist.

Zur Vertretung verhinderter Mitglieder werden in den Gemeinden von mehr als 10.000 Einwohnern 4 und in den andern Gemeinden 2 bis 4 Ersatzmänner bestellt. Die wirklichen und die stellvertretenden Mitglieder dürfen bis zum 3. Grade weder verwandt noch verschwägert sein.

Art. 43. Der Bezirkskontrollleur ist Mitglied des Taxatorenrates und führt in ihm den Vorsitz; im Verhinderungsfalle wird seine Stellvertretung von dem Steuerdirektor einem anderen Steuerbeamten übertragen.

Er nimmt den von den Taxatoren vor ihrem Amtsantritt zu leistenden Eid ab, welcher lautet: „Ich schwöre, mein Amt als Taxator nach Ehre und Gewissen zu erfüllen und das Geheimnis der Beratungen zu wahren, so wahr mir Gott helfe !“

Il est lui-même dispensé de toute prestation de serment; il fonctionne sous la foi de son serment administratif.

Art. 44. Les taxateurs et leurs suppléants sont nommés par le Directeur général des finances, par moitié sur une liste double de candidats présentée par les conseils communaux, pour l'autre moitié sur une liste semblable présentée par le directeur des contributions. Ces candidats seront à choisir parmi les contribuables des communes intéressées, et dans ces propositions il sera tenu compte dans une proportion équitable des diverses sources de revenus.

Les fonctions de taxateur sont incompatibles avec le mandat de député ou de conseiller communal; les taxateurs doivent être luxembourgeois.

En cas de vacance par suite de décès ou de toute autre cause, il sera procédé, dans le mois de la vacance, à la présentation des candidats.

A défaut de présentation des candidats, dans le délai fixé, les taxateurs sont nommés d'office par le Directeur général des finances, sur la proposition du directeur des contributions.

Art. 45. Les mêmes personnes ne peuvent être taxateurs pendant plus de quatre années consécutives.

La moitié des membres sort tous les deux ans.

La première série à renouveler après la promulgation de la présente loi comprendra les membres proposés par les conseils communaux, la seconde ceux proposés par le directeur des contributions, et ainsi de suite tous les quatre ans.

Les nominations sont notifiées à ceux qu'elles concernent, par le collège des bourgmestre et échevins, qui se fait délivrer un reçu de cette notification.

Art. 46. Les fonctions de taxateurs constituent un office public, et tout contribuable auquel elles sont conférées, est tenu de les remplir pendant quatre années consécutives et d'assister aux séances du conseil pour lesquelles il aura été régulièrement

Er selbst ist von einer Eidesleistung entbunden; er versieht sein Amt unter seinem Dienstfelde.

Art. 44. Die Taxatoren und deren Ersatzmänner werden vom General-Direktor der Finanzen ernannt, zur Hälfte auf Vorlegung einer doppelten von den Gemeinderaten vorgeschlagenen Kandidatenliste, zur anderen Hälfte nach einer ähnlichen vom Steuerdirektor vorgelegten Liste. Diese Kandidaten werden unter den Steuerpflichtigen der betreffenden Gemeinden gewählt; hierbei sollen in gerechtem Maße die verschiedenen Einkommenquellen tüchtigst berücksichtigt werden.

Das Amt eines Taxators ist unvereinbar mit dem Mandat eines Abgeordneten oder Gemeinderatsmitgliedes; sie müssen Luxemburger sein.

Bei Erledigung einer Stelle durch Todesfall oder durch irgend eine andere Ursache sind sofort und spätestens innerhalb des Monats der Erledigung Kandidaten vorzuschlagen.

Ist der Vorschlag von Kandidaten nicht innerhalb der bestimmten Frist erfolgt, so werden die Taxatoren von Amts wegen auf Antrag des Steuerdirektors, durch den General-Direktor der Finanzen ernannt.

Art. 45. Dieselben Personen können nicht über 4 aufeinanderfolgende Jahre als Taxatoren amtieren; diejenigen der ersten Austrittsreihe bleiben nur zwei Jahre im Amt.

Die Hälfte der Mitglieder tritt alle zwei Jahre aus.

Die erste Serie, die nach der Veröffentlichung dieses Gesetzes erneuert wird, begreift die Mitglieder, die auf Vorschlag des Gemeinderates ernannt werden, die zweite diejenigen, die auf Vorschlag des Steuerdirektors ernannt werden und so weiter alle vier Jahre.

Die Ernennungen werden den Betreffenden durch das Kollegium der Bürgermeister und Schöffen zugestellt, worüber dieses sich eine Empfangsbescheinigung ausstellen läßt.

Art. 46. Die Funktionen eines Taxators bilden ein öffentliches Amt; jeder Bürger, dem sie übertragen werden, ist gehalten, dieselben während 4 aufeinanderfolgender Jahre auszuüben und den Sitzungen des Rats, zu welchen er vorchriftsmäßig

convoqué, à moins qu'il ne se trouve dans les cas prévus par les art. 427 et 428 du Code civil.

La contravention à cette disposition est punie d'une amende d'ordre de 26 à 300 fr.

Aucune démission ne sera acceptée après la notification de la nomination à ces fonctions, si ce n'est pour des motifs graves à apprécier par le Directeur général des finances, le directeur des contributions entendu.

Art. 47. Le conseil des taxateurs est convoqué par le contrôleur, trois jours avant celui fixé pour la réunion; il ne peut délibérer que si la majorité des membres qui le composent, se trouve réunie. S'il n'est pas en nombre après une demi-heure d'attente des membres ou des suppléants convoqués, il peut être complété par le contrôleur, par l'adjonction de personnes portées sur la double liste des candidats proposés comme taxateurs. — A défaut de pouvoir constituer cette majorité dans la journée même, le conseil, en cas d'une seconde convocation, peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des taxateurs présents.

Art. 48. Toutes les décisions doivent être prises à la majorité absolue des voix. En cas de partage, celle du président prévaut.

Les taxateurs ne peuvent prendre part directement ou indirectement, ni assister à aucune délibération à laquelle eux-mêmes ou leurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré sont intéressés. Ils sont tenus de garder le secret de leurs délibérations. S'ils ne se conforment pas à ces prescriptions, ils seront punis des peines prévues à l'art. 46 de la présente loi et ils pourront être révoqués par le Directeur général des finances.

Art. 49. Les taxateurs signent le procès-verbal de leurs délibérations; dans le cas où un ou plusieurs d'entre eux refusent de signer, ce refus est constaté par les autres membres du conseil, dont la signature suffit pour la validité du procès-verbal.

S'il y a des articles au sujet desquels il y a désaccord entre la majorité du conseil des taxateurs et son président, le directeur des contributions peut fixer la cotisation dans les limites de la plus élevée de celles qui sont proposées; s'il use de cette faculté,

einberufen worden ist, beizuwohnen, er müßte sich denn in einem der in Art. 427 und 428 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Fälle befinden.

Die Übertretung dieser Bestimmung wird mit einer Ordnungsstrafe von 26 bis 300 Fr. bestraft.

Nach Zustellung der Ernennung zu diesem Amt wird keine Entlassung mehr angenommen, außer aus wichtigen Gründen, deren Prüfung dem General-Direktor der Finanzen, nach Anhörung des Steuerdirektors, zusteht.

Art. 47. Der Taxatorenrat wird durch den Steuerkontrollleur drei Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Tage einberufen; zur Beschlussfähigkeit ist die Anwesenheit der Mehrheit der Mitglieder erforderlich. Ist er nach einem halbstündigen Warten der einberufenen wirklichen oder stellvertretenden Mitglieder nicht beschlußfähig, so kann er durch den Kontrollleur, durch Zuziehung von Personen, welche auf der letzten Kandidatenliste als Taxatoren vorgeschlagen waren, ergänzt werden. Ist es nicht möglich, diese Mehrheit noch an demselben Tage zustande zu bringen, so kann im Falle einer zweiten Einberufung der Rat, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden Taxatoren, gültige Beschlüsse fassen.

Art. 48. Die Beschlüsse werden mit absoluter Stimmenmehrheit gefaßt. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Die Taxatoren können weder direkt noch indirekt an einer Beratung teilnehmen, noch einer solchen beiwohnen, wenn sie selbst oder ihre Verwandten oder Verschwägerten bis zum dritten Grade daran betheiligt sind; sie sind gehalten, das Geheimnis der Beratungen zu wahren. Im Übertretungsfalle unterliegen sie den im Art. 46 gegenwärtigen Gesetzes vorgesehenen Strafen und können vom General-Direktor der Finanzen ihres Amtes entsetzt werden.

Art. 49. Die Taxatoren unterzeichnen das Protokoll ihrer Beratungen; falls einer oder mehrere derselben die Unterschrift verweigern, wird dieses von den anderen Mitgliedern des Rates festgestellt und genügt die Unterschrift Vizepräsidenten für die Gültigkeit des Protokolls.

Kann für gewisse Artikel zwischen der Mehrheit des Taxatorenrates und dessen Vorsitzenden ein Einverständnis nicht erzielt werden, so ist der Steuerdirektor befugt, für diese Artikel die Steuerquote innerhalb der Grenzen des höchsten vorgeschlagenen

il consigne dans les matrices les motifs de sa détermination.

Le Gouvernement allouera des jetons de présence et des frais de route aux taxateurs, conformément au règlement d'exécution prévu par la présente loi.

Art. 50. Les conseils des taxateurs dressent dans chaque commune des matrices principales qui servent à la confection des rôles de l'impôt sur le revenu et de l'impôt complémentaire.

A cet effet, les administrations communales fournissent, avant le 1^{er} décembre de chaque année, au contrôleur du ressort, la liste des habitants de la commune, ainsi que des personnes, soit nationaux, soit étrangers, qui, sans l'habiter, sont dans le cas d'y être imposées à l'un ou à l'autre de ces deux impôts.

Si ces listes ne sont pas fournies dans le délai fixé, le directeur des contributions peut les faire dresser par un commissaire spécial, aux frais de l'administration, sans devoir recourir aux formalités prescrites par l'art. 46 de la loi du 24 février 1843.

Art. 51. Lorsqu'un contribuable a été omis dans la matrice principale, lorsque des facultés imposables d'un contribuable inscrit à la matrice ont été négligées ou lorsqu'il y a péril en la demeure pour le recouvrement des impôts avant l'établissement des rôles, soit que le contribuable se dispose à quitter le pays, soit qu'il tombe en faillite, ou pour toute autre cause, le contrôleur du ressort peut dresser un rôle provisoire. Ce rôle sera soumis aux taxateurs dans leur première réunion.

Art. 52. Les matrices établies conformément aux dispositions qui précèdent, resteront déposées pendant dix jours à l'inspection des contribuables au secrétariat de la maison communale. Le dépôt en est annoncé au public de la manière usitée pour les publications communales.

Titre IX. — Conseils de revision.

Art. 53. Il y a, dans chaque canton, un ou plusieurs conseils de revision qui statuent sur les recours contre les décisions des taxateurs.

Un règlement d'administration publique peut créer pour une ou plusieurs circonscriptions de

Saßes festzusetzen; macht er von dieser Befugnis Gebrauch, so gibt er in den Mutterrollen die Gründe seiner Entschließung an, unbeschadet des im Art. 57 vorbehaltenen Rekurses.

Die Regierung bewilligt den Taxatoren Präsenz-gelder gemäß den Ausführungsbestimmungen zu gegenwärtigem Gesetze.

Art. 50. Die Taxatorenräte stellen in jeder Gemeinde Hauptmutterrollen auf, die zur Herstellung der Heberolle der Einkommen- und Ergänzungssteuer dienen.

Zu diesem Zwecke behandeln die Gemeindeverwaltungen vor dem 1. Dezember eines jeden Jahres dem Bezirkskontrolleur das Verzeichnis sowohl der Einwohner der Gemeinde als derjenigen Personen, ob Inländer oder Ausländer, welche, ohne in der Gemeinde zu wohnen, der einen oder der andern dieser beiden Steuern unterliegen.

Werden diese Listen nicht in der bestimmten Frist geliefert, so kann der Steuerdirektor dieselben durch einen Spezial-Kommissar auf Kosten der rückständigen Verwaltung mit Unterlassung der durch Art. 46 des Gesetzes vom 24. Februar 1843 vorgeschriebenen Form aufstellen lassen.

Art. 51. Ist die Eintragung in die Hauptmutterrolle eines Steuerpflichtigen oder steuerpflichtiger Elemente eines eingetragenen Steuerzahlers unterlassen worden oder ist Gefahr im Verzug für den Eingang der zu veranlagenden Steuer sei es, daß der Steuerzahler im Begriff steht das Land zu verlassen, sei es daß er in Konkurs gerät, oder aus irgend einer sonstigen Ursache, so kann der Steuerkontrolleur eine provisorische Heberolle aufstellen, die dem Taxatorenrat in der ersten Zusammenkunft vorgelegt wird.

Art. 52. Die auf Grund der vorhergehenden Bestimmungen aufgestellten Mutterrollen liegen zehn Tage lang zur Einsicht der Steuerpflichtigen im Sekretariate des Gemeindefaßes auf. Diese Hinterlegung wird dem Publikum in der für die Gemeinde-Veröffentlichungen üblichen Art zur Kenntnis gebracht.

Titel IX. — Revisionsräte.

Art. 53. In jedem Kanton befindet sich ein oder mehrere Revisionsräte, die über die Beschwerden gegen die Veranlagung der Taxatorenräte entscheiden.

Ein öffentliches Verwaltungsreglement kann für einen oder mehrere Taxatorenbezirke einen Revi-

taxateurs un conseil de revision de six à douze membres, de façon que chaque groupe de taxation soit représenté par deux membres au moins.

Le juge de paix et le receveur de l'enregistrement, ou leurs représentants légaux, en font partie de droit; les autres membres sont nommés par le Directeur général des finances, par moitié sur des listes présentées par le directeur des contributions et par le juge de paix; ils doivent être luxembourgeois.

Le juge de paix préside le conseil de revision et en fixe le lieu de réunion.

Le contrôleur des contributions siège au conseil de revision avec voix consultative; il rédige le procès-verbal des séances; ces conseils ne peuvent comprendre, en dehors des fonctionnaires de l'Etat, aucun des taxateurs ayant pris part aux évaluations dans les communes.

Les fonctions de membre du conseil de revision sont incompatibles avec le mandat de député ou de conseiller communal.

Avant d'entrer en fonctions, les membres du conseil, à l'exception des fonctionnaires de l'enregistrement, prêtent le serment prévu à l'art. 43 entre les mains du juge de paix, qui est lui-même dispensé de tout serment.

Le conseil est convoqué par le contrôleur aux jours fixés par le juge de paix.

La convocation contiendra indication sommaire des réclamations sur lesquelles le conseil est appelé à statuer.

Il ne peut délibérer que si la majorité de ses membres se trouvent présents. Toutefois si, après une deuxième convocation, ce conseil n'est pas en nombre, le président désigne, pour parfaire la majorité, des habitants du chef-lieu du canton, et à défaut de pouvoir constituer cette majorité, le conseil peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 54. Sont applicables aux conseils de revision les dispositions relatives aux droits et devoirs des conseils des taxateurs.

Le Gouvernement allouera des indemnités aux membres du conseil de revision, conformément au règlement d'exécution de la présente loi, en prenant en considération les distances parcourues.

fionsrat von 6 bis 12 Mitgliedern bestellen, in dem jeder Taxatorenbezirk durch wenigstens zwei Mitglieder vertreten ist.

Der Friedensrichter und der Einregistrierungseinnnehmer oder deren gesetzliche Vertreter gehören demselben von Rechts wegen an; die übrigen Mitglieder werden durch den General-Direktor der Finanzen zur Hälfte aus Doppellisten ernannt, welche vom Steuerdirektor und vom Friedensrichter vorgelegt werden, sie müssen Luxemburger sein.

Der Friedensrichter führt den Vorsitz im Revisionsrate und bestimmt den Ort der Zusammenkunft.

Der Steuerkontrollleur hat Sitz im Revisionsrat mit beratender Stimme; er verfaßt den Sitzungsbericht. Außer den Staatsbeamten dürfen in diesen Räten keine der Taxatoren sitzen, die an der Einschätzung in den Gemeinden teilgenommen haben.

Die Funktionen eines Mitgliedes des Revisionsrates sind unvereinbar mit dem Mandat eines Abgeordneten oder Gemeinderatsmitgliedes.

Vor ihrem Amtsantritt leisten die Mitglieder des Rates, mit Ausschluß der Einregistrierungsbeamten, den in Art. 43 vorgesehenen Eid zu Händen des Friedensrichters, der seinerseits von der Eidesleistung entbunden ist.

Der Revisionsrat wird durch den Kontrollleur an den vom Friedensrichter bestimmten Tagen zusammenberufen.

Die Einberufung enthält eine kurze Angabe der Berufungen, über die der Rat entscheiden soll.

Zur Beschlußfähigkeit des Revisionsrates ist die Anwesenheit der Mehrheit seiner Mitglieder erforderlich. Ist der Rat auch nach einer zweiten Einberufung nicht beschlußfähig, so bezeichnet der Vorsitzende, zur Bildung der Mehrheit, Einwohner des Kantons-Hauptortes, und ist diese Mehrheit nicht zustande zu bringen, so kann der Rat, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden Mitglieder, gültige Beschlüsse fassen.

Art. 54. Die Bestimmungen über die Rechte und Pflichten der Taxatorenräte finden ebenfalls Anwendung auf die Revisionsräte.

Die Regierung bewilligt den Mitgliedern des Revisionsrates Vergütungen gemäß den Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetze unter Berücksichtigung der zurückgelegten Entfernungen.

Titre X. — Des recours en général.

Art. 55. Les décisions rendues en matière d'impôt général sur le revenu et resp. d'impôt complémentaire, peuvent être attaquées par l'administration des contributions, ainsi que par le contribuable qu'elles concernent.

Les recours collectifs ne sont point admis.

Le recours du contribuable n'est recevable que si le réclamant produit la quittance du paiement des termes échus de sa cotisation en principal et additionnels et s'il n'a pas perdu le droit de recours pour désobéissance à la loi, notamment dans les cas prévus par les art. 35, 36 et 38.

Art. 56. Les actes de recours doivent indiquer sommairement les motifs sur lesquels ils sont fondés, et préciser l'objet de la contestation; ils ont pour effet de remettre en question la cotisation entière du contribuable, qui peut être augmentée ou diminuée, en tout ou en partie, par la décision qui intervient.

Des réclamations simultanées contre la fixation de l'impôt général sur le revenu et contre celle de l'impôt complémentaire peuvent être réunies en un seul et même recours.

Titre XI. — Recours contre les décisions des conseils des taxateurs et les conseils de revision.

Art. 57. Le recours contre une décision du conseil des taxateurs, ou du directeur des contributions dans le cas de l'art. 49 ou contre un rôle provisoire du contrôleur, est porté au conseil de revision compétent dans le mois du bulletin d'impôt, sous peine de forclusion.

Le recours du contribuable peut être formulé dans une simple lettre adressée au contrôleur divisionnaire; il est constaté par un récépissé.

Le recours de l'administration est notifié par voie administrative, à la requête du contrôleur ou d'un fonctionnaire supérieur de l'administration. Le contribuable jouit du délai d'un mois pour présenter ses moyens de défense.

Art. 58. Le recours contre la décision d'un conseil de revision est porté au comité du contentieux du Conseil d'Etat siégeant au nombre de trois membres. Le Conseil d'Etat statue avec juridiction directe.

Titel X. — Allgemeines in betreff der Berufungen.

Art. 55. Die hinsichtlich der Einschätzung zur Einkommen- bezw. Ergänzungssteuer getroffenen Entscheidungen können von der Steuerverwaltung und von den Steuerpflichtigen angegriffen werden.

Gemeinsame Beschwerden sind nicht zulässig.

Die Berufung der Steuerpflichtigen ist zurückzuweisen, wenn der Beschwerdeführer nicht Quittung über Entrichtung der erfallenen Steuerbeträge vorbringt, oder wenn er das Beschwerderecht wegen Verletzung der Art. 35, 36 und 38 verloren hat.

Art. 56. Die Berufungsschrift ist summarisch zu begründen und muß den Gegenstand der Klage genau bestimmen; die ganze Veranlagung des Steuerpflichtigen wird durch die Berufung wieder in Frage gestellt und kann durch die zu treffende Entscheidung ganz oder teilweise erhöht oder vermindert werden.

Gleichzeitige Einsprüche gegen die Einkommen und die Ergänzungssteuer können in einer und derselben Berufung eingebracht werden.

Titel XI. — Berufung gegen die Entscheidungen des Taxatoren- und des Revisionsrates.

Art. 57. Die Berufung gegen eine Entscheidung des Taxatorenrates oder des Steuerdirektors in dem durch Art. 49 vorgesehenen Falle oder gegen eine provisorische Heberolle, ist bei Strafe des Rechtsverlustes binnen Monatsfrist vom Datum des Steuerzettels beim zuständigen Revisionsrat anhängig zu machen.

Die Berufung des Steuerpflichtigen kann durch einen einfachen, an den Bezirkskontrollleur gerichteten Brief eingelegt werden und wird durch eine Empfangsbekräftigung bestätigt.

Die Berufung der Verwaltung wird im Verwaltungswege auf Anstehen des Kontrolleurs oder eines höheren Verwaltungsbeamten zugestellt. Der Steuerpflichtige hat innerhalb eines Monats seine Beweismittel geltend zu machen.

Art. 58. Die Berufung gegen die Entscheidung eines Revisionsrates wird vor den Staatsrat, Ausschuss für Streitigkeiten gebracht; das Sitzungskollegium besteht aus drei Mitgliedern und entscheidet als Appellinstanz gemäß den Bestimmungen über die Befugnisse dieser Körperschaft.

Le recours de l'administration est formé par le directeur des contributions.

Les recours peuvent être rédigés sur papier non timbré et sont dispensés du ministère d'avocat; ils doivent être formés, sous peine de forclusion, dans le mois de la date de la notification administrative de la décision du conseil de revision.

Art. 59. L'administration des contributions instruit d'office les points de fait et de droit des recours et soumettra son enquête aux instances de recours qui apprécient les motifs invoqués par l'administration et par le contribuable et fixent la base d'imposition.

Titre XII. — Recouvrement de l'impôt.

Art. 60. L'impôt sur le revenu y compris l'impôt complémentaire est payable par douzièmes, échéant respectivement le dernier de chaque mois, à partir du 31 janvier; il est néanmoins exigible intégralement tant du contribuable que des autres débiteurs solidaires, en cas de changement de patron ou de résidence.

En cas de cession d'un commerce ou d'une industrie ou d'une propriété, le cédant et le cessionnaire sont tenus solidairement de l'impôt pour les cotes d'impôt en souffrance.

L'impôt complémentaire est dû pour toute l'année à raison des valeurs pour lesquelles il a été fixé.

Art. 61. L'impôt qui n'aura pas été acquitté le 1^{er} avril qui suit l'année de l'imposition, sera majoré, à partir de cette date, d'un intérêt mensuel de 2%. Cet intérêt moratoire sera calculé sur le montant total tant des impôts dus à l'Etat y compris la surtaxe que des centimes additionnels dus aux communes.

Titre XIII. — Modérations gracieuses.

Art. 62. Si le contribuable a cessé d'exercer le commerce, l'industrie, la profession, l'emploi ou la jouissance de la pension, etc., à raison desquels il a été imposé, et qu'il se trouve dans une situation qui ne lui permet pas sans gêne profonde de payer les impôts dus du chef des revenus de l'année pré-

Die Berufung seitens der Verwaltung wird vom Steuerdirektor eingelegt.

Die Beschwerden können auf stempelfreiem Papier verfaßt werden und müssen nicht durch einen Rechtsanwalt vertreten sein, sie müssen bei Strafe des Rechtsverlustes innerhalb eines Monats vom Datum der amtlichen Zustellung der Entscheidung, eingebracht werden.

Art. 59. Die Steuerverwaltung untersucht von Amts wegen sowohl die Rechtsgründe als die Tatsachen die der Beschwerde zu Grunde liegen; sie unterbreitet das Ergebnis der Untersuchung den Beschwerdeinstanzen, die über die von der Verwaltung und den Steuerpflichtigen vorgebrachten Gründe eine Entscheidung treffen und die Steuergrundlage festsetzen.

Titel XII. — Erhebung der Steuer.

Art. 60. Die Einkommen- und Ergänzungssteuer ist in Zwölfsteln zu entrichten, die am letzten jedes Monats vom 31. Januar ab erfallen; sie ist jedoch durch den Steuerpflichtigen oder dessen Bürgen ganz zu entrichten, wenn der Steuerpflichtige seinen Arbeitgeber oder seinen Wohnsitz ändert.

Im Falle der Übertragung eines Geschäftes, eines Gewerbebetriebes, eines Eigentums, sind Verkäufer und Käufer solidarisch haftbar für alle noch nicht bezahlten Steuern.

Die Ergänzungssteuer ist für das ganze Jahr geschuldet, für welches sie veranlagt wurde.

Art. 61. Die Steuer, die am 1. April nach dem Steuerjahr nicht entrichtet ist, wird von diesem Datum an um einen monatlichen Zinsbetrag von 2% erhöht. Diese Verzugszinsen werden nach dem Gesamtbetrag sowohl der Staatssteuer als auch der Gemeindebezuschläge berechnet.

Titel XIII. — Steuernachlaß im Gnadenwege.

Art. 62. Hat der Steuerpflichtige aufgehört den Handel, das Gewerbe, die Berufstätigkeit zu betreiben, oder das Amt zu bekleiden oder die Pension zu beziehen, auf Grund deren er besteuert ist, und befindet er sich in einer Lage, die es ihm nicht ermöglicht ohne drückende Einschränkung die Steuer

cédente, le directeur des contributions peut modérer la charge d'impôt par voie gracieuse.

Les demandes en remise ou modération d'impôt devront être présentées au directeur des contributions au plus tard avant le 1^{er} avril de l'année qui suit celle de l'imposition, sous peine de déchéance.

Le recours contre la décision du directeur des contributions est déféré, dans le mois de la notification qui en est faite, au Directeur général des finances, qui statue en dernière instance.

Titre XIV. — Imposition des étrangers.

Art. 63. L'étranger domicilié dans le Grand-Duché est assimilé, en tous points, aux Luxembourgeois en ce qui concerne l'impôt sur le revenu et l'impôt complémentaire.

L'étranger non domicilié dans le Grand-Duché, mais qui y réside habituellement au moins pendant six mois de l'année, est encore imposé comme les Luxembourgeois pour tous ses revenus, ainsi que du chef de tous ses biens, mais au prorata seulement de la durée de son séjour dans le pays, le tout sans préjudice de l'imposition, pour toute la durée de l'année, des capitaux placés dans le pays ou des propriétés qu'il y possède, quelle que soit la durée de son séjour dans le Grand-Duché.

L'étranger qui n'est pas dans un des cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, n'est soumis aux deux impôts prémentionnés qu'à raison: 1^o des revenus provenant des entreprises commerciales ou industrielles exploitées ou des capitaux de tout genre placés dans le pays et resp. de ces capitaux eux-mêmes ainsi que des fonds engagés dans ces entreprises; 2^o de la profession ou du métier qu'il y exerce, et des fonctions qu'il remplit dans les sociétés industrielles ou commerciales ou chez des particuliers; 3^o des propriétés foncières qu'il possède dans le pays.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux sociétés, compagnies ou entreprises étrangères quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

Art. 64. L'étranger non résidant dans le Grand-Duché, qui y exerce temporairement un commerce

für das Einkommen des verflossenen Jahres zu entrichten, so kann der Steuerdirektor die Steuerlast im Gnadenwege mindern.

Die Gesuche um Steuernachlaß oder Steuerermäßigung sind spätestens vor dem 1. April des dem Steuerjahre folgenden Jahres unter Strafe des Verfalls beim Steuerdirektor einzubringen; die Berufung gegen die Entscheidung des Steuerdirektors wird innerhalb des Monats der Zustellung vor den General-Direktor der Finanzen gebracht, der endgültig entscheidet.

Titel XIV. — Besteuerung der Ausländer.

Art. 63. Der Ausländer, welcher im Großherzogtum seinen Wohnsitz hat, ist bezüglich der Einkommen- und Ergänzungssteuer in jeder Hinsicht den Luxemburgern gleichgestellt.

Der nicht im Großherzogtum wohnhafte Ausländer, welcher jedoch in demselben während mindestens 6 Monaten des Jahres seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, wird ebenso wie die Luxemburger, für sein gesamtes Einkommen sowie für alle seine Vermögenswerte usw. besteuert, jedoch nur im Verhältnis zu der Dauer seines Aufenthaltes im Lande, unbeschadet der Besteuerung für das ganze Jahr der von einem Ausländer im Lande angelegten Kapitalen ohne Rücksicht auf die Dauer seines Aufenthaltes im Großherzogtum.

Der Ausländer, welcher sich nicht in einem der durch die zwei vorhergehenden Abschnitte vorgesehenen Fälle befindet, unterliegt den beiden vorerwähnten Steuern nur auf Grund: 1. des Einkommens, welches von im Lande betriebenen Handels- oder Industrieunternehmen oder von im Lande angelegten Kapitalen aller Art herrührt, bezw. dieser Kapitalen selbst sowie der in diesen Unternehmen angelegten Werte; 2. der Berufstätigkeit oder des Handwerkes, welches er im Lande betreibt, und der Stellung, welche er bei Industrie- oder Handelsgesellschaften oder bei Privaten bekleidet; 3. des Einkommens der Grundgüter, die er im Großherzogtum besitzt.

Die vorstehenden Bestimmungen sind auch auf alle ausländischen Finanz-, Industrie-, Handels- oder Zivilgesellschaften, Anstalten oder Unternehmen anwendbar.

Art. 64. Der nicht im Großherzogtum ansässige Ausländer, der zeitweilig dort Handel treibt oder

ou une industrie, est tenu d'en faire la déclaration au contrôleur ou au receveur des contributions directes de la commune, dans les trois jours de son établissement.

Le contrôleur des contributions évalue provisoirement les gains et bénéfices que celui-ci paraît devoir réaliser ainsi que les capitaux qu'il paraît avoir investis dans la commune pendant le séjour qu'il y fait, et porte le contribuable sur un rôle provisoire pour les bénéfices à réaliser pendant l'année de l'établissement. A défaut de déclaration, l'étranger pourra être frappé d'une amende d'ordre qui n'excédera pas 20%, en principal et accessoires.

Le conseil des taxateurs évalue définitivement, dans sa première réunion, les revenus et bénéfices et resp. les capitaux imposables de l'étranger, qui, le cas échéant, est tenu de compléter sa cotisation ou obtient la restitution de ce qu'il a payé en trop.

Art. 65. Le patron qui occupe dans le Grand-Duché un salarié étranger est obligé de retenir sur la rémunération de cet étranger pendant les trois premiers mois de son occupation le montant de l'impôt correspondant au montant annuel de sa rémunération.

Le patron doit verser au receveur des contributions du ressort les sommes retenues sur la rémunération. A défaut par lui de ce faire, il est personnellement responsable vis-à-vis du fisc des sommes qu'il aurait dû retenir et verser dans les caisses de l'Etat.

Le recouvrement de l'impôt et le versement des sommes retenues ou qui auraient dû être retenues sont garantis par le même privilège que celui qui assure le paiement de l'impôt dû personnellement par le patron.

Un règlement d'administration publique arrêtera les mesures d'exécution de la présente disposition.

Art. 66. Les patentables spécifiés par la loi du 12 février 1855 sur l'impôt de patente et celle du 18 juin 1870 sur les professions ambulantes tomberont sous l'application de la présente loi, quant à l'évaluation, au montant et à la perception de l'impôt à acquitter par eux. Toutefois, les patentables qui n'ont pas de résidence dans le Grand-Duché ne sont pas imposés aux charges communales.

un Gewerbetrieb ausübt, hat innerhalb von drei Tagen nach seiner Niederlassung dem Einnehmer der direkten Steuern der Gemeinde eine Erklärung darüber abzugeben.

Der Steuerkontrolleur schätzt vorläufig nach den Angaben des Deklaranten die Reinerträge und Gewinne, welche dieser erzielen, sowie die Kapitalien, welche derselbe während seines Aufenthaltes in der Gemeinde angelegt haben kann, und trägt den Steuerpflichtigen in eine provisorische Heberolle ein für die Gewinne, die er im Jahre der Niederlassung erzielt. Mangels einer Erklärung kann der Fremde mit einer Ordnungsstrafe von höchstens 20% der Haupt- und Nebensteuer belegt werden.

Der Taxatorenrat schätzt endgültig bei seiner ersten Zusammenkunft die steuerpflichtigen Einkommen und Gewinne bezw. Kapitalien des Ausländers ab; letzterer hat gegebenenfalls nachzuzahlen, oder es wird ihm zurückerstattet, was er zuviel entrichtet hat.

Art. 65. Der Arbeitgeber, der im Großherzogtum einen Ausländer gegen Lohn beschäftigt, ist gehalten während der drei ersten Monate der Beschäftigung vom Lohn des Fremden den Betrag der Jahressteuer einzubehalten.

Der Arbeitgeber muß die vom Lohne einbehaltenen Beträge an den zuständigen Steuereinzahler abführen. Unterläßt er dieses so ist er dem Fiskus persönlich haftbar für die Summen, die er hätte einbehalten und in die Staatskasse abführen müssen.

Für die Erhebung der Steuer und die Abführung der erhobenen oder der zu erhebenden Summen gilt dasselbe Privileg, das die Zahlung der dem Arbeitgeber persönlich obliegenden Steuer sicherstellt.

Ein öffentliches Verwaltungsreglement wird Ausführungsvorschriften für diese Bestimmung erlassen.

Art. 66. Die Bestimmungen gegenwärtigen Gesetzes, bezüglich der Festsetzung des Betrags und der Beitreibung der zu entrichtenden Steuer, finden Anwendung auf die im Gesetze vom 12. Februar 1855 über die Patentsteuer und demjenigen vom 18. Juni 1870 über die Wandergewerbe bezeichneten Gewerbetreibenden. Jedoch sind die nicht im Großherzogtum anässigen Gewerbetreibenden von den Gemeinde-
lasten befreit.

Titre XV. — Dispositions diverses.

Art. 67. Les contrôleurs des contributions sont chargés, en général, de veiller à l'assiette et au recouvrement des impôts sur le revenu et complémentaire.

Ils vérifient et complètent, le cas échéant, les listes des habitants fournies par les administrations communales.

Ils rédigent les procès-verbaux des séances des conseils de taxateurs et de revision, y consignent les noms des membres présents et absents, les résolutions prises, le nombre des voix par lesquelles elles sont adoptées dans le cas où les opinions diffèrent.

Un fonctionnaire supérieur de l'administration devra assister chaque année, dans les communes importantes, aux séances des conseils des taxateurs; il devra assister à toutes les séances des comités cantonaux de revision. Il sera entendu dans ses observations, sans toutefois avoir voix délibérative.

Les fonctionnaires et agents de l'administration des contributions sont astreints au secret professionnel pour tout ce qu'ils ont appris ou constaté lors de l'assiette de l'impôt, à l'égard de toute personne à l'exception de leurs chefs hiérarchiques et des membres des organes de taxation ou de recours.

Art. 68. Les procès-verbaux constatant la prestation du serment des taxateurs et experts, les rélamations et les actes de la procédure engagée soit devant les conseils de revision, soit devant le Conseil d'Etat, les décisions qui sont rendues, sont exempts du droit de timbre et d'enregistrement.

Art. 69. Par dérogation à la loi du 26 décembre 1896 sur l'organisation du personnel des contributions et accises, le nombre des contrôleurs des contributions et accises est fixé à 12 y compris le contrôleur-chef de bureau, le cas échéant.

Le rang d'inspecteur peut être conféré à quatre contrôleurs les plus anciens en service. Ces inspecteurs des contributions rangeront dans le groupe XIIb du tableau A annexé à la loi du 29 juillet 1913 sur la revision des traitements des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Art. 70. L'alinéa 2 de l'art. 1^{er} de la loi du 11 avril 1921 sur la surtaxe est modifié en ce sens que le maximum y prévu sera fixé à 75% de l'impôt sur le revenu.

Titel XV. — Verschiedene Bestimmungen.

Art. 67. Die Steuerkontrolleure sind im Allgemeinen beauftragt, über die Veranlagung und Beitreibung der Einkommen- und Ergänzungssteuer zu wachen.

Sie prüfen und ergänzen, wenn nötig, die von den Gemeindeverwaltungen gelieferten Listen der Einwohner.

Sie verfassen die Sitzungsberichte der Taxatoren und Revisionsräte, verzeichnen darin die Namen der anwesenden und abwesenden Mitglieder, die getroffenen Entscheidungen und, bei Meinungsverschiedenheit, die Zahl der Stimmen, mit welcher sie angenommen worden sind.

Ein höherer Beamter der Verwaltung hat jedes Jahr in den grösseren Gemeinden den Sitzungen der Taxatorenräte sowie allen Sitzungen der Kantonal-Revisionsräte beizuwohnen. Er wird in seinen Bemerkungen gehört, ohne jedoch beschließende Stimme zu haben.

Die Beamten der Steuerverwaltung sind gehalten das Amtsgeheimnis zu wahren über das, was sie bei der Veranlagung erfahren oder festgestellt haben gegenüber allen Personen mit Ausnahme ihrer Vorgesetzten und der Mitglieder der Taxatorenräte und der Beschwerdestellen.

Art. 68. Die Protokolle über die Eidesleistung der Taxatoren und Sachverständigen, die Beschwerden, die Schriftsätze des vor dem Revisionsrat oder dem Staatsrat eingeleiteten Berufungsverfahrens, sowie die Entscheide sind von den Stempel- und Einregistrationsgebühren befreit.

Art. 69. In Abweichung des Gesetzes vom 26. Dezember 1896 über die Organisation des Personals der Steuer- und Akzisenverwaltung, wird die Zahl der Steuer- und Akzisenkontrolleure auf 12 festgesetzt, gegebenenfalls den Kontrolleur-Bureauvorsteher einbegriffen.

Der Grad eines Inspektors kann den vier dienstältesten Kontrolleuren verliehen werden. Diese Steuerinspektoren werden in Gruppe XIIb der dem Gesetz vom 29. Juli 1913 über die Gehälter der Staatsbeamten und Angestellten als Anlage beigefügten Tabelle A eingegliedert.

Art. 70. Abs. 2 des Artikels 1 des Gesetzes vom 11. April 1921 die Übersteuer betreffend ist dahin abgeändert, daß der Höchstbetrag auf 75% des Einkommensteuerjahres festgelegt ist.

L'art. 2 de la loi du 11 avril 1921 sur la surtaxe est modifié comme suit:

Sont assujettis à la surtaxe les revenus imposables dans le pays lorsque le revenu global dépasse 25.000 fr.

Il est bonifié à tout contribuable dont le revenu global dépasse 25.000 sans excéder 100.000 fr., une somme fixe de 25.000 fr.; toutefois lorsque le revenu global dépasse 25.000 fr. sans que les revenus imposés dans le pays atteignent le montant du revenu global, la bonification sur les revenus assujettis à la surtaxe n'est accordée que dans la même proportion dans laquelle se trouve la bonification au revenu global.

Les réductions prévues à l'alinéa qui précède sont censées comprises dans les tranches les plus élevées.

Les revenus assujettis à la surtaxe comprennent également les revenus d'obligations indigènes.

La surtaxe ne peut être portée en déduction du revenu net qui y est assujetti.

Le Gouvernement est autorisé à conclure, même par dérogation à la législation sur les impôts directs, mais sous condition expresse de réciprocité, des arrangements avec les pays étrangers pour éviter les doubles impositions des personnes et sociétés éventuellement imposables des mêmes chefs dans les différents pays ainsi que pour régler l'assistance réciproque dans l'établissement et l'exécution même forcée des rôles d'impôts.

Art. 71. La législation sur l'impôt foncier ainsi que celle sur l'impôt minier sont abrogés à l'exception de l'art. 8 de la loi du 25 décembre 1889 sur l'impôt des mines.

La loi du 25 juillet 1909 concernant les doubles impositions, la loi du 8 juillet 1913 sur l'impôt mobilier, la loi du 10 décembre 1919 portant modification des lois du 8 juillet 1913 sur l'impôt mobilier et du 16 mai 1904, sur la revision cadastrale et la perception de l'impôt foncier et la loi du 5 août 1926 modifiant le régime de l'impôt sur le revenu sont abrogées, sauf les dispositions qui régissent la perception et le recouvrement de l'impôt en tant qu'il s'agit de cotes dûment établies sous cette législation.

Art. 2 des Gesetze vom 11. April 1921 über die Übersteuer ist folgendermaßen abgeändert:

Der Übersteuer unterliegen die im Lande steuerpflichtigen Einkommen, sofern das Gesamteinkommen den Betrag von 25.000 Fr. übersteigt.

Jedem Steuerpflichtigen, dessen Gesamteinkommen 25.000 Fr. übersteigt jedoch nicht über 100.000 Fr. hinausgeht, wird der Betrag von 25.000 Fr. vergütet. Übersteigt das Gesamteinkommen jedoch 25.000 Fr., ohne von dem im Inland veranlagten Einkommen erreicht zu werden, so hat die Vergütung auf das der Übersteuer unterliegende Einkommen nur im Verhältnis zum Gesamteinkommen zu erfolgen.

Die in vorhergehendem Absatz vorgesehenen Vergütungen werden in den Stufen der höchsten Steuerfähe verrechnet.

In die der Übersteuer unterliegenden Einkommen sind die Zinsen der inländischen Schuldverschreibungen einzuzählen.

Die Übersteuer darf nicht von dem ihr unterliegenden Nettoeinkommen abgesetzt werden.

Die Regierung ist ermächtigt, selbst unter Abweichung von den gesetzlichen Bestimmungen über die direkten Steuern, aber unter dem ausdrücklichen Vorbehalt der Gegenseitigkeit, mit fremden Staaten Verabredungen zu treffen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung von Personen und Gesellschaften, welche unter Umständen für dieselben Objekte in den verschiedenen Ländern steuerpflichtig wären, sowie zur Vereinbarung der gegenseitigen Hilfeleistung für die Aufstellung und zwangsweisen Ausführung der Steuerrollen.

Art. 71. Die Gesetzgebung über die Grund- und Minensteuer ist abgeschafft mit Ausnahme jedoch des Art. 8 des Gesetzes vom 25. Dezember 1889 über die Minensteuer.

Die Gesetze vom 25. Juli 1909 über die Doppelbesteuerungen, vom 8. Juli 1913 über die Mobilitätssteuer, vom 10. Dezember 1919 betreffend Abänderung der Gesetze vom 8. Juli 1913 über die Mobilitätssteuer und 16. Mai 1904 über die Katasterrevision und die Erhebung der Grundsteuer sowie das Gesetz vom 5. August 1926 betreffend Abänderung der Gesetzgebung über die Einkommensteuer sind abgeschafft, mit Ausnahme der Bestimmungen über die Erhebung und Eintreibung der Steuer soweit es sich um Steuerbeträge handelt, die unter dieser Gesetzgebung festgesetzt wurden.

Titre XVI. — Fonds communal.

Art. 72. La loi du 8 août 1907 sur le fonds communal, modifiée par l'art. 7 de la loi du 28 mai 1921 portant extension du privilège du Trésor pour le recouvrement des contributions directes, est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes.

Art. 73. Il sera attribué chaque année aux communes ou sections de communes une somme de huit millions de francs. Cette somme comprend les 5% attribués aux communes par l'art. 60 de la loi du 8 juillet 1913 sur l'impôt mobilier.

Art. 74. Cette somme sera répartie comme suit:

a) un tiers d'après la population de fait constatée par le dernier recensement général;

b) un tiers d'après les impositions communales des personnes physiques payées l'avant-dernière année. Les impositions communales qui sont perçues sur la base de l'impôt de l'Etat à un taux de plus de 100 et de moins de 150% sont portées en compte avec une majoration de quart, celles qui sont perçues à un taux de 150 à 199% sont majorées du tiers, celles qui sont perçues à un taux de 200 à 249% sont majorées de moitié, celles qui sont perçues à un taux de 250 à 299% sont majorées d'une somme égale à leur montant, celles qui sont perçues à un taux de 300 à 399% sont majorées d'une somme égale à une et demi fois leur montant, et celles qui sont perçues à un taux de 400% et plus sont majorées du double de leur montant;

c) un tiers d'après le revenu cadastral des propriétés tant bâties que non bâties dans chaque commune respectivement section de commune.

Seront exclues de la répartition du fonds communal les communes resp. les sections de commune qui ne paient pas d'impositions communales et qui, d'après les comptes arrêtés des trois derniers exercices, disposeront d'un boni dépassant de 150% le montant des dépenses ordinaires, alors que ce boni n'est pas destiné à créer un fonds de réserve pour un travail extraordinaire approuvé par le Gouvernement.

Leurs parts respectives accroîtront aux autres communes et sections de commune.

Titel XVI. — Gemeindefonds.

Art. 72. Das durch Art. 7 des Gesetzes vom 28. Mai 1921 betr. Ausdehnung des Privilegs des Staates zur Beitreibung der direkten Steuern abgeänderte Gesetz vom 8. August 1907 über den Gemeindefonds ist abgeschafft und durch folgende Bestimmungen ersetzt.

Art. 73. Den Gemeinden und Gemeindefektionen wird jedes Jahr ein Betrag von 8 Millionen Franken überwiesen. Diese Summe begreift den, den Gemeinden durch Art. 60 des Gesetzes vom 8. Juli 1913 über die Mobiliarsteuer zugewiesenen Anteil von 5%.

Art. 74. Dieser Betrag wird folgendermaßen verteilt:

a) ein Drittel nach Maßgabe der durch die letzte allgemeine Volkszählung festgestellten tatsächlichen Bevölkerung;

b) ein Drittel auf Grund der im vorletzten Jahre von den physischen Personen entrichteten Gemeindeauflagen. Die Gemeindeauflagen, die zum Satz von mehr als Hundert und weniger als 150% der Staatssteuer erhoben werden, werden mit einem Zuschlag von einem Viertel in Rechnung gestellt; diejenigen, die zum Satz von 150 bis 199% erhoben werden, werden um ein Drittel, diejenigen, die zum Satz von 200 bis 249% erhoben werden, werden um die Hälfte, diejenigen, die zum Satz von 250 bis 299% erhoben werden, um den ganzen Betrag, diejenigen, die zum Satz von 300 bis 399% erhoben werden, um den anderthalbfachen Betrag, diejenigen, die zum Satz von 400% und mehr erhoben werden, werden um den zweifachen Betrag erhöht;

c) ein Drittel im Verhältnis zum Katastervertrag des bebauten und unbebauten Eigentums in jeder Gemeinde bzw. Gemeindefektion.

Von der Verteilung sind ausgeschlossen die Gemeinden bzw. Fektionen, die keine Gemeindeabgaben erheben und die laut den genehmigten Gemeinberechnungen der drei letzten Jahrgänge über einen Einnahmeüberschuß verfügen, der um 150% den Betrag der gewöhnlichen Ausgaben übersteigt, es sei denn, daß dieser Einnahmeüberschuß zur Bildung eines Reservefonds behufs Ausführung außerordentlicher, von der Regierung genehmigter Arbeiten bestimmt ist.

Die auf diese Weise erübrigten Anteile fallen den andern Gemeinden und Gemeindefektionen zu.

Art. 75. La réserve constituée par application des art. 4 et 5 de la loi du 8 août 1907 susdite sera répartie avec le fonds communal de l'année 1927. Il est inscrit au Budget de 1927 un article 130bis, libellé comme suit:

Répartition de la réserve créée en vertu de la loi du 8 août 1907 sur le fonds communal.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Fischbach, le 26 novembre 1927.

Charlotte.

Le Directeur général des finances,
P. Dupong.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de la justice,*
Norb. Dumont.

Arrêté grand-ducal du 26 novembre 1927, portant nouvelle fixation des indemnités et frais de voyage des membres du Collège médical.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu les articles 12, 43 et 45 de la loi du 6 juillet 1901, concernant l'organisation et les attributions du Collège médical;

Revu Nos arrêtés des 3 juillet 1924 et 13 mai 1926, portant modifications aux différentes dispositions de Notre arrêté du 16 octobre 1920;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général de la justice et de l'intérieur, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Notre arrêté du 16 octobre 1920 est modifié comme suit:

Art. 1^{er}, al. 1^{er}. — Il est alloué aux membres effectifs du Collège médical pour leur assistance aux réunions réglementaires de ce corps une somme de 2.800 francs par membre, et en outre deux indemnités supplémentaires de 1.400 francs chacune, au profit du président et du secrétaire.

Art. 2. En sus des rémunérations susdites, le membre — pharmacien — taxateur jouira d'une indemnité de 900 frs.

Art. 75. Der in Gemäßheit der Art. 4 und 5 vorerwähnten Gesetzes vom 8. August 1907 gebildete Reservefonds gelangt mit dem Gemeindefonds von 1927 zur Verteilung. Im Staatsbudget von 1927 wird unter Nr. 130bis ein Ausgabeartikel eingeschrieben der folgendermaßen abgefaßt ist:

Verteilung des gemäß Gesetz vom 8. August 1907 über den Gemeindefonds angelegten Reservefonds.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Fischbach, den 26 November 1927.

Charlotte.

Der General-Direktor der Finanzen,
P. Dupong.

*Der General-Direktor des Innern
und der Justiz,*
Norb. Dumont.

Großh. Beschluß vom 26. November 1927, betreffend eine neue Festsetzung der Entschädigungen und Reisevergütungen der Mitglieder des Medezinalkollegiums.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht der Artikel 12, 43 und 45 des Gesetzes vom 6. Juli 1901, die Einrichtung und die Befugnisse des Medezinalkollegiums betreffend;

Nach Wiedereinsicht Unserer Beschlüsse vom 3. Juli 1924 und 13. Mai 1926, betreffend die Abänderung verschiedener Verfügungen Unseres Beschlusses vom 16. Oktober 1920;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Justiz und des Innern und nach Beratung der Regierung im Konseil; §

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Unserer Beschluß vom 16. Oktober 1920 wird abgeändert wie folgt:

Art. 1., Absatz 1. — Jedem wirklichen Mitglied des Medezinalkollegiums wird, für Teilnahme an den vorgeschriebenen Sitzungen, eine Entschädigung von 2.800 Fr. und überdies dem Präsidenten und dem Sekretär eine Supplementarentschädigung von je 1.400 Fr. bewilligt.

Art. 2. — Außer obigen Vergütungen wird dem Mitglied das in seiner Eigenschaft als Apotheker mit der Taxierung der einschlägigen Rechnungen betraut ist, eine Entschädigung von 900 Fr. bewilligt.

Art. 3. — Les membres suppléants et les membres adjoints convoqués en vertu des art. 18 et 19 de la loi du 6 juillet 1901, jouiront chacun, sur sa déclaration, outre les frais éventuels de voyage, d'un jeton de présence de 40 frs. pour chaque assemblée générale à laquelle ils assistent. L'effet du jeton s'étend sur la journée entière, sans égard à une séance reprise.

Art. 4. — Une somme de 3.500 frs. est mise annuellement à la disposition du Collège médical pour l'inspection des pharmacies et drogueries, de façon que pour chaque inspection il soit alloué une somme de 50 frs. Ces inspections seront faites chaque fois par un seul membre du Collège médical, à l'exception du membre-vétérinaire, et il sera dressé de chaque inspection un rapport spécial et détaillé qui sera immédiatement transmis au Gouvernement.

Art. 6. — Une somme de 4.000 frs. est destinée annuellement à l'acquisition d'instruments scientifiques, à l'entretien de la bibliothèque et aux frais de bureau du Collège médical, y compris l'indemnité du commis-expéditionnaire.

Art. 7. — Les frais de voyage et de séjour à allouer aux membres du conseil de discipline et du conseil supérieur de discipline non domiciliés à Luxembourg, sont fixés pour chaque voyage à 0.60 fr. par kilomètre pour venir du lieu de leur résidence à Luxembourg et autant pour retour et à 40 frs. pour chaque jour de séjour en ville.

Art. 2. Les arrêtés modificatifs précités sont rapportés.

Art. 3. Le présent arrêté, dont les effets remontent au premier janvier 1927, sera inséré au *Mémorial*.

Art. 4. Notre Directeur général de la justice et de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Fischbach, le 26 novembre 1927.

Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
N. Dumont.

Charlotte.

Art. 3. — Die in Gemäßheit der Art. 18 und 19 des Gesetzes vom 6. Juli 1901 einberufenen Ergänzung- und beigeordneten Mitglieder erhalten, auf Sicht dieserhalb einzureichender Deklarationen, für jede Teilnahme an einer Generalversammlung als Präsenzgeld eine Summe von je 40 Fr., sowie Erstattung der etwaigen Reiseauslagen. Diese Summe dient als Entschädigung für den ganzen Tag, ungeachtet einer an demselben Tage wieder aufgenommenen Sitzung.

Art. 4. — Für Besichtigung der Apotheken und Droguerien wird dem Medezinalkollegium jährlich eine Summe von 3.500 Fr. zur Verfügung gestellt, sodaß auf jede Besichtigung eine Summe von 50 Fr. entfällt. Diese Besichtigungen werden jedesmal durch ein einziges Mitglied des Medezinalkollegiums, mit Ausnahme des Tierarztes, vorgenommen; über jede derselben wird ein eingehender Sonderbericht erstattet und letzterer unverzüglich der Regierung übersandt.

Art. 6. — Eine Summe von 4.000 Fr. wird jährlich vorgesehen zum Ankauf wissenschaftlicher Instrumente, zum Unterhalt der Bibliothek und für Bureaukosten des Medezinalkollegiums, zu welcher letzteren auch die Entschädigung des Hilfschreibers zu rechnen ist.

Art. 7. — Die Reise- und Aufenthaltskosten, die den außerhalb der Stadt Luxemburg wohnenden Mitgliedern des Ehrenrates und des Ehrengerichtshofs bewilligt werden, sind für jede Reise vom Amtswohnsitz nach Luxemburg auf 0,60 Fr. pro Kilometer und auf ebensoviel für die Rückreise festgesetzt; die Aufenthaltskosten in der Stadt werden mit 40 Fr. pro Tag vergütet.

Art. 2. Die vorerwähnten Abänderungsbeschlüsse sind außer Kraft gesetzt.

Art. 3. Dieser Beschluß, mit rückwirkender Kraft zum 1. Januar 1927, soll ins „Mémorial“ eingetragen werden.

Art. 4. Unser General-Direktor der Justiz und des Innern ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Fischbach, den 26. November 1927.

Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
N. Dumont.

Charlotte.